

TABLEAU DE BORD FEDOM
PM, Mis à jour, 3 Octobre 2014

- *Tableau n°1 : Données géographiques de base*
- *Tableau n°2 : Le cadre institutionnel ultra-marin*

- *Tableau n°3a : Le cadre administratif dans les DCOM*
- *Tableau n°3b : Le cadre électoral dans les DCOM*

- *Tableau n°4 : Natalité et fécondité dans les DCOM*
- *Tableau n°5 : Mouvements de la population dans les DCOM et répartition nationale*

- *Tableau n°6a : Evolution récente des Produits Intérieurs Bruts dans les DCOM*
- *Tableau n°6b : Evolution récente des taux de croissance dans les DCOM*

- *Tableau n°7a : Comparaison récente DCOM / métropole en matière de PIB / habitant*
- *Tableau n°7b : Evolution récente et comparée des PIB / habitant dans les DOM et en métropole*

- *Tableau n°8 : Evolution comparée du nombre total de chômeurs dans les DOM*
- *Tableau n°9a : Evolution du taux de chômage dans les DOM, au sens de l'Enquête emploi de l'INSEE et du recensement, et nombre de chômeurs par conseiller de Pôle emploi*
- *Tableau n°9b : Evolution du taux de chômage des 15-24 ans, au sens de l'Enquête emploi de l'INSEE, depuis le début de la crise des années 2000*
- *Tableau n°9c : Jeunesse et sous-emploi dans les DOM*
- *Tableau n°9d : Les demandes d'emploi en fin de mois dans les DOM (dernières données disponibles : Juin 2014)*
- *Tableau n°9e : Le halo du chômage dans les DOM en 2013*

- *Tableau n°10a : Evolution comparée du nombre d'allocataires des minima sociaux dans les DOM*
- *Tableau n°10b : Evolution comparée du nombre d'allocataires du RSA*
- *Tableau n°10c : CMU, APA et minimas sociaux dans les DOM*

- *Tableau n°11a : Niveaux comparés des salaires minima dans l'ensemble des Outre-mer*
- *Tableau n°11b : Evolution comparée des salaires minima ultramarins par rapport au niveau hexagonal*

- *Tableau n°12 : L'apprentissage dans les DOM*

- *Tableau n°13a : Evolution comparée des dépenses budgétaires de l'Etat (hors opérateurs)*
- *Tableau n°13b : Effort budgétaire de l'Etat ; comparaison des dépenses par habitant*

- *Tableau n°14 : Evolution comparée des dépenses fiscales*

- *Tableau n°15a : La situation du tourisme dans les DCOM*
- *Tableau n°15b : Etablissements et salariés de l'hôtellerie-restauration dans les DOM*
- *Tableau n°15c : Espaces verts et qualité des eaux de baignade*

- *Tableau n°15d : Trafic portuaire international dans les aéroports des DCOM*
- *Tableau n°15e : Trafic passagers dans les DCOM*

- **Tableau n°15f : Trafic aéroportuaire comparé Outre-mer / métropole**
- **Tableau n°16a : Part des énergies renouvelables (ENR) dans les capacités de production ultramarines**
- **Tableau n°16b : Transport domicile / travail**

- **Tableau n°17 : Le Logement Outre-mer**
 - **Tableau n°17a : Principales caractéristiques du logement**
 - **Tableau n°17b : Le confort des logements dans les DCOM**
 - **Tableau n°17c : Le logement social dans les DCOM**
 - **Tableau n°17d : Le financement du logement dans les DOM**

- **Tableau n°18 : Démographie des entreprises**
 - **Tableau n°18a : Créations d'entreprises**
 - **Tableau n°18b : Défaillances et survie des entreprises**
 - **Tableau n°18c : Taille des entreprises**
 - **Tableau n°18d : Salariés et masse salariale des entreprises en fonction de la taille**

Tableau n°1 : Données géographiques de base

Superficies et domaine maritime français	Superficie terrestre (milliers de km²)	Longueur trait de côte, en km	Superficie des ZEE, (milliers de km²)	Ratio ZEE / superficie terrestre
Antilles-Guyane	89,38	1 380	264	2,95
• Martinique :	1,13	293	47	41,6
• Guadeloupe	1,68	405	86	51,2
• Saint-Martin	0,053	50	1	18,9
• Saint-Barthélemy	0,021	24	4	190,5
• Guyane	86,5	608	126	1,46
Océan Indien	2,92	401	1 058	362,3
• Réunion	2,52	206	304	120,6
• Tromelin (TAAF)	0,001	4	304	304 000
• Europa (TAAF)	0,028	35	140	5 000
• Bassa de India (TAAF)	0,0002	1	126	630 000
• Juan de Nova (TAAF)	0,004	11	71	17 750
• Mayotte	0,37	135	62	167,6
• Glorieuses (TAAF)	0,007	9	51	7 286
Polynésie Française	4,17	4 497	4 804	1 152
Nouvelle-Calédonie	18,75	3 367	1 364	72,7
Wallis et Futuna	0,14	106	266	1 900
TAAF, hors I. Eparses	439,64	2 709	1 727	3,9
• Kerguelen	7,22	2 340	547	75,8
• Crozet	0,35	156	562	1606
• Amsterdam et St Paul	0,064	43	506	7 906
• (Terre Adélie)	(432)	(170)	(112)	0,26

Saint-Pierre et Miquelon	0,24	137	10*	41,7
Clipperton	0,01	5	434	43 400
Métropole	551,7	5 853	349*	0,63
	(Corse : 8,68)	(Corse : 688)	(Corse : 20)	(Corse : 2,3)
France	1 106,95	18 455	10 276	9,28
[hors Terre Adélie]***	[674,95]	[18 285]	[10 164]	15,1
• dont Outre-mer	555,25	12 602	9 927	17,9
• [hors Terre Adélie]	[123,25]	[12 432]	[9 815]	79,6
• dont UE****	643,88	7 550	975	1,5
Ratio Outre-mer***** / France entière	18,3 %	68 %	96,6 %	-

Sources : superficies : INED (*Population & Sociétés*, n°503, Septembre 2013) et Ministère des Outre-mer ; lignes de côté et ZEE : IGA, CGEDD, IGAM, Rapport d'évaluation de la politique maritime (Juin 2013), Tome 2, phase de diagnostic, p. 91. Ces données correspondent à des estimations du service Hydrographique et Océanographique de la Marine [SHOM, 1999] et sont fournies à titre indicatif. Elles ne revêtent pas de caractère officiel. Notamment, elles s'appuient dans certaines zones sur des limites n'ayant pas fait l'objet d'accord de délimitation avec les Etats voisins. Les chiffres de la ZEE française peuvent donc varier selon les sources. Le chiffre communément admis (11 035 000 km²) intègre des revendications d'extension acquises, dans la mesure où il n'existe aucune contestation de la part d'un autre Etat.

* La superficie est celle fixée par la sentence de la cour arbitrale de New York du 10 juin 1992, alors que la France revendiquait une zone de 47 000 km².

** La ZEE de la seule métropole (349 000 km²) est inférieure à celle de l'Irlande (410 000 km²), de la Grèce (506 000 km²) et de l'Italie (542 000 km²). Elle est comparable à celle de la Libye (352 000 km²), de Cuba (351 000 km²) et de Panama (336 000 km²).

*** En Antarctique, la souveraineté française sur la Terre Adélie (1840 ; formulée officiellement en 1934) s'exerce dans le contexte du Traité sur l'Antarctique signé à Washington du 1^{er} octobre 1959 (prorogé jusqu'en 2041), qui établit un « gel » des prétentions territoriales et affirme la liberté de la recherche scientifique sur tout le continent. Le traité a été complété en 1991 par le Protocole de Madrid sur la protection de l'environnement, qui fait de ce continent une « réserve naturelle consacrée à la paix et à la science ». La Terre Adélie ne peut donc être, à ce stade, incluse dans la superficie de la République française (si tel était le cas, l'Australie deviendrait alors notre premier voisin terrestre, avec une frontière de 5 150 km, loin devant la frontière franco-brésilienne (730 km, la plus longue de France) et la frontière franco-espagnole (669 km, la plus longue de l'hexagone)). La collectivité des TAAF, qui inclut depuis 2007 les Iles Eparses de l'Océan Indien, a donc une superficie « officielle » de 7 680 km² (439 680 km² avec la Terre Adélie), et une ZEE « officielle » de 2 307 000 km² (2 419 000 km² avec la Terre Adélie), car la France ne revendique pas de ZEE en Antarctique, même si le Traité de 1959 n'évoque pas cette question.

**** Métropole + RUP au 1^{er} janvier 2014 (cinq DOM + COM de Saint-Martin) ; hors PTOM. La ZEE de Mayotte fait donc partie des eaux de l'UE depuis le 1^{er} janvier 2014.

***** Hors Terre Adélie, mais îles des TAAF inclus. Hors TAAF : 16,9 %.

Les DCOM représentent donc, pour 4,1 % de la population nationale :

- **18,3 % de la superficie terrestre française ;**
- **96,6 % de la surface maritime nationale**

Tableau n°2 : Le cadre institutionnel ultra-marin

DOM + COM, hors TAAF* et île de Clipperton	Avant 2003	Après 2003	Article(s) de la Constitution	Principe applicable
La Réunion Guadeloupe Guyane Martinique	Départements d'outre-mer (DOM, 1946)	Départements et régions d'outre-mer	Art. 73	Identité Législative, avec dérogations
Saint-Pierre-et-Miquelon	TOM (1946), DOM (1976), collectivité territoriale <i>sui generis</i> (1985)	Collectivité d'outre-mer (COM)	Art. 74	Mixte, avec identité législative dominante
Saint-Barthélemy Saint-Martin	(Sans objet : communes de la Guadeloupe)	Collectivités d'outre-mer (COM, 2007)	Art. 74	Mixte, avec identité législative dominante
Mayotte	TOM des Comores, puis collectivité territoriale <i>sui generis</i> (1976 et 2001)	Collectivité d'outre-mer (COM) DOM en 2011	Art. 74 (art. 73 en 2011**) et art. 75 (droit civil local)	Mixte (identité législative depuis le 1 ^{er} janvier 2008)
Wallis-et-Futuna Polynésie française	Territoires d'outre-mer (TOM, 1946 pour la Polynésie, 1959 pour Wallis-et-Futuna)	Collectivités d'outre-mer (COM)	Art. 74 et art. 75 (droit civil coutumier pour Wallis-et-Futuna)	Spécialité législative
Nouvelle-Calédonie	TOM, puis collectivité <i>sui generis</i> (1999)	Collectivité <i>sui generis</i>	Articles 75 (droit civil coutumier), 76 et 77 (1998)	Spécialité législative et pouvoir législatif partiel

* Les Terres Australes et Antarctiques Françaises (TAAF), sans habitants permanents, ont été érigées en TOM entre 1955 (loi du 6 août 1955) et 2003. Désormais, l'article 72-3 de la Constitution se borne à énoncer que « *la loi détermine le régime législatif et l'organisation particulière des TAAF et de Clipperton* ». Les TAAF sont aujourd'hui régies par la loi organique du 21 février 2007 qui y a inséré les « îles éparses » de l'océan Indien (Tromelin, Bassas de India, Glorieuses, Europa, Juan de Nova). Le préfet (« administrateur supérieur ») des TAAF est installé à Saint-Pierre de La Réunion depuis 2002.

** Cf. loi n°2010-1487 du 7 décembre 2010 relative au département de Mayotte.

En ce qui concerne les COM et la Nouvelle-Calédonie, les principales lois statutaires sont les suivantes :

- **Saint-Martin / Saint-Barthélemy** : loi organique n°2007-223 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'Outre-mer
- **Saint-Pierre-et-Miquelon** : loi n°85-595 du 11 juin 1985 relative au statut de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon
- **Polynésie française** : loi organique n°2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française
- **Wallis et Futuna** : loi n°61-814 du 29 juillet 1961 conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de Territoire d'Outre-mer
- **Nouvelle-Calédonie** : loi organique n°99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie

Des dispositions constitutionnelles propres à l'outre-mer figurent actuellement dans 37 alinéas (sur un total de 320, soit 11,6 % du total) et, depuis 1958, la Constitution aura connu 26 modifications portant sur ce sujet sur un total de 141 observées depuis sa promulgation, soit 18,4 % du total.

Tableau n°3a : Le cadre administratif dans les DCOM

Au 1 ^{er} janvier 2014	Nombre de communes	Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI)	Dont part des communes de communes (%)	Dont part des communes d'agglomération (%)	Arrondissements (sous-préfectures)	Cantons
Guadeloupe	32	6	33,3	66,7	2 (1)	40
St-Martin	.*	0	-	-	0	0
St-Barthélemy	.*	0	-	-	0	0
Martinique	34	3	0	100	4 (3)	45
Guyane	22	4	75	25	2 (1)	19
La Réunion	24	5	0	100	4 (3)	49
Mayotte	17	0	0	0	0	19
Polynésie Fr.	48	2	100	0	0** (2)	0
N-Calédonie	33	0	-	-	0*** (3)	0
Wallis & Futuna	0	0	-	-	0**** (1)	0
St-P-Miquelon	2	0	-	-	0	0
<i>Métropole</i>	36 552	2 127	89,2	9,8	330 (230)	3 880
<i>France, périmètre INSEE (métropole + DOM)</i>	36 681	2 145	88,7	10,3	342 (238)	4 052
<i>France entière</i>	36 764	2 147	88,7	10,3	342 (244)	4 052
5 DOM	129	18	17,1	82,9	12 (8)	172
6 COM	83	2	100 (NS)	100 (NS)	0 (6)	0
Outre-mer (11 DCOM)	212	20	NS	NS	12 (14)	172
<i>DOM / FR (INSEE)</i>	0,35 %	0,84 %	-	-	3,51 % (3,36 %)	4,24 %
<i>DCOM / FR entière</i>	0,58 %	0,93 %	-	-	NS (5,74 %)	NS

Sources : INSEE, DGCL (Août 2014). NS : non significatif.

* Depuis l'entrée en vigueur de la loi n°2007-223 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer, une collectivité territoriale unique a été substituée, sur le territoire de l'île de Saint-Barthélemy, à la commune de Saint-Barthélemy, rattachée alors au département et à la région d'outre-mer de la Guadeloupe. Il en est de même sur le territoire de la partie française de l'île de Saint-Martin. Saint-Barthélemy et Saint-Martin continuent néanmoins d'être parfois comptés, dans les statistiques, comme deux communes.

** Cinq subdivisions. Deux d'entre elles (Iles sous-le-Vent et Marquises) disposent d'une « sous-préfecture » *in situ*.

*** Une implantation par province

**** Un délégué du gouvernement à Futuna, sous-préfecture *de facto*.

Tableau n°3b : Le cadre électoral dans les DCOM

2012-2014	Nombre d'élus territoriaux (dont conseillers régionaux), 2014	Nombre de députés, 2014	Nombre de sénateurs, 2014	Nombre de députés européens, 2014	Nombre de membres du CESE, 2014	Inscrits sur les listes électorales, 2012 (élection présidentielle, 2 nd Tour)	
Guadeloupe	81 (41)	4	3	1	1	298 169	
St-Martin	23	1*	#1		1	22 686**	
St-Barthélemy	19		#1		1		
Martinique	86 (41)	4	2		1		302 712
Guyane	50 (31)	2	#2		1		77 089
St-P-Miquelon	19	1	1		1		4 922
La Réunion	94 (45)	7	4	1	1		578 409
Mayotte	19	2	2		1	77 544	
Polynésie Fr.	57	3	#2	1	1	186 938	
N-Calédonie	54	2	2		1	165 338	
Wallis & Futuna	20	1	#1		1	8 942	
<i>Métropole</i>	<i>5 602 (1 722)</i>	<i>539**</i>	<i>315**</i>		<i>71</i>	<i>222</i>	<i>43 264 979</i>
<i>France, périmètre INSEE (métropole + DOM)</i>	<i>5 932 (1 880)</i>	<i>569</i>	<i>326</i>	<i>73 (RUP)***</i>	<i>227</i>	<i>44 598 902</i>	
<i>France entière</i>	<i>6 124 (1 880)</i>	<i>577</i>	<i>348</i>	<i>74</i>	<i>233</i>	<i>46 066 307</i>	
5 DOM	330 (172)	19	13	3	5	1 333 923	
6 COM	192	8	8		6	388 826	
Outre-mer (11 DCOM)	522 (172)	27	21		11	1 722 749	
<i>DOM / FR (INSEE)</i>	<i>5,56 % (9,15 %)</i>	<i>3,33 %</i>	<i>3,99 %</i>	<i>NS</i>	<i>2,20 %</i>	<i>2,99 %</i>	
<i>DCOM / FR entière</i>	<i>8,52 %</i>	<i>4,68 %</i>	<i>6,03 %</i>	<i>4,05 %</i>	<i>4,72 %</i>	<i>3,74 %</i>	

Sources: INSEE (limites des communes au 1^{er} janvier 2013), DGCL (Août 2014), Le Trombinoscope 2013-2014, Site du ministère de l'Intérieur (www.interieur.gouv.fr) pour le nombre d'inscrits (y compris Français de l'étranger pour le total). NS : non significatif. # : territoires concernés par le renouvellement sénatorial du 28 Septembre 2014 (outre-mer : 7 sénateurs sur un total de 178).

* Circonscription électorale unique (2012).

** Hors députés (11) et sénateurs (12) représentant les Français à l'étranger. En 2012, 1 078 579 inscrits sur les listes des Français à l'étranger.

*** Régions Ultrapériphériques (RIP) : Zone Atlantique (hors Saint-Barthélemy et Saint-Pierre-et-Miquelon) et Zone Océan Indien ; PTOM : Zone Pacifique.

Rappel : les DCOM représentent 4,06 % de la population française en 2013 (cf. infra, Tableau n°5). Lors du second tour de la Présidentielle de 2012, les DCOM ont représenté : 3,74 % des inscrits (1,72 million sur 46,07 millions) ; 3 % des suffrages exprimés (1,045 million sur 34,861 millions) ; et 25,1 % de l'écart entre les deux finalistes : soit 285 973 suffrages exprimés sur 1 139 983 (rappel : au niveau national, 18 millions pour François HOLLANDE et 16,861 millions pour Nicolas SARKOZY ; Outre-mer : 665 300 suffrages exprimés pour F. HOLLANDE et 379 327 pour N. SARKOZY).

Tableau n°4 : Natalité et fécondité dans les DCOM

2012-2013	Nombre de naissances (nés vivants), 2002	Nombre de naissances (nés vivants), 2011	Nombre de naissances (nés vivants), 2012	Nombre de naissances (nés vivants), 2013	Accroissement naturel, 2012	Taux de natalité, 2012 (pour 1000)	Indice synthétique de fécondité, 2012 (enfants/femme)
Guadeloupe	6 110	5 384	5 233	5 069	+ 2 360	12,9	2,18
St-Martin	830	812	ND	ND	+ 672 (2011)	26,3**	ND (e : 2,2)
St-Barthélemy	92	75	ND	ND	+ 42 (2011)	12,7**	ND (e : 2)
Martinique	5 391	4 475	4 458	4 128	+ 1 642	11,5	1,94
Guyane	5 276	6 259	6 609	6 474	+ 5 820	28,2	3,50
La Réunion	14 261	14 124	14 288	14 002	+ 10 121	17,1	2,40
Mayotte	6 415	6 852	6 736	6 644	+ 5 950**	30,5	4,1
Polynésie Fr.	4 758	4 375	4 295	4 200	+ 2 936	16	2
N-Calédonie	4 194	4 119	4 389	e : 4 200	+ 3 067	17	2,17 (2010)
Wallis & Futuna	220	195	176	132	+ 98	14,2***	2,1***
St-P-Miquelon	71	56	54	59	+ 15	ND (e : 12)	ND (e : 1,8)
<i>Métropole</i>	<i>761 630</i>	<i>792 996</i>	<i>788 603</i>	<i>781 621</i>	<i>+ 231 320</i>	<i>12,4</i>	<i>2,00</i>
<i>France, périmètre INSEE (métropole + DOM)*</i>	<i>799 083 792 668*</i>	<i>830 090 823 238*</i>	<i>825 927 819 191*</i>	<i>817 938 811 294*</i>	<i>+ 257 213 + 251 263*</i>	<i>12,6</i>	<i>2,01*</i>
<i>France entière</i>	<i>809 308</i>	<i>839 722</i>	<i>835 728</i>	<i>827 416</i>	<i>+ 264 043</i>	<i>12,6</i>	<i>2,02</i>
5 DOM	37 453 31 038*	37 094 30 242*	37 324 30 588*	36 317 29 673*	+ 25 893 + 19 943*	17,9 16,3*	2,61 2,44*
6 COM	10 225	9 632	9 801	e : 9 478	+ 6 830	e : 16,9	e : 2,1
11 DCOM	47 678	46 726	47 125	45 795	+ 32 723	17,7	e : 2,5
<i>DOM / FR (INSEE)</i>	<i>4,7 %</i>	<i>4,5 %</i>	<i>4,5 %</i>	<i>4,4 %</i>	<i>10,1 %</i>	-	-
<i>DCOM / FR entière</i>	<i>5,9 %</i>	<i>5,6 %</i>	<i>5,6 %</i>	<i>5,5 %</i>	<i>12,4 %</i>	-	-

Sources: IEDOM-IEOM (Rapports annuels), INSEE (DOM, COM de l'Atlantique, Wallis et Futuna), ITSTAT (Polynésie française), ISEE (Nouvelle-Calédonie), Observatoire régional de la Santé de La Réunion (Tableau de bord d'avril 2014 sur Mayotte). ND : données non disponibles ; e : estimations. Hypothèse : naissances stables dans les deux COM de la Caraïbe en 2012 et 2013. Données encore provisoires pour 2013 (harmonisation des données locales entre naissances domiciliées et naissances enregistrées, respectivement 779 883 et 781 621 pour la métropole et 809 556 et 811 510 pour la France-INSEE hors Mayotte ; DOM : naissances domiciliées). Cf. INSEE, 03 Septembre 2014.

* Hors Mayotte.

** Moyenne 1999-2010 (source : IEDOM)

*** Moyenne 2008-2013 (source : INSEE, *INSEE-Première* n°1511, 28 août 2014)

Les DCOM représentent dès lors (2012):

- **5,6 % des naissances françaises ;**
- **12,4 % de l'accroissement naturel français**
- **Pour 4,1 % de la population (4,9 % prévus en 2050) et 5,5 % des jeunes de moins de 20 ans, cf. infra**

Tableau n°5 : Mouvement de la population dans les DCOM

2002-2040	Population, 1 ^{er} janvier 2002 (milliers hab.)	Population, 1 ^{er} janvier 2013 (milliers hab.)	Population, estimation 1 ^{er} janvier 2014 (milliers hab.)	Proportion de moins de 20 ans (%), 1 ^{er} janvier 2013	Tx. croissance annuel moyen de la population (%)	Projections Population, 2040
Guadeloupe	393	405,7	406,5	27,8	0,2 (2006-2013)	404 000
St-Martin	e : 31,5	39,3	40	36,7 (2010)	2,1 (1999-2010)	62 000 (2030) e : 68 000
St-Barthélemy	e : 7,4	9,4	9,5	20,2 (2010)	2,1 (1999-2010)	e : 15 000
Martinique	389,3	386,5	385	24,9	-0,4 (2006-2013)	423 000
Guyane	176,6	250,1	257	43,3	2,8 (2006-2013)	574 000
La Réunion	740,2	841	849	32,2	1 (2006-2013)	1 061 000
Mayotte	e : 157	214,7	221	54,4 (2012)	2,7 (2007-2012)	300 000 (2022) e : 425 000
Polynésie Fr.	241,4	269,1	270,5	34	0,6 (2007-2012)	320 000 (2027) e : 333 000
N-Calédonie	219,4	260	264	33,5 (2011)	1,7 (1996-2011)	315 000 (2030) e : 330 000
Wallis & Futuna	14,8	12,2	12	37,7	-1,9 (2008-2013)	e : 11 000
St-P-Miquelon	6,3	6,1	6	24,3 (2010)	-0,3 (1999-2010)	e : 6 000
<i>Métropole</i>	59 685,9	63 659,6	63 928,6	24,4	0,5 (2006-2013)	70 734 000
<i>France, périmètre INSEE*</i>	61 542 61 385**	65 757,6 65 542,9**	66 041,9 65 820,9**	24,7	0,5*** (2006-2013)	73 621 000 73 195 781**
<i>France entière</i>	62 062,8	66 353,7	66 649,1	24,8	0,55	74 384 000
5 DOM	1 856,1 1 699,1**	2 098 1 883,3**	2 118,5 1 897,5**	33,6 31,2**	1*** (2006-2013)	2 887 000 2 461 645**
6 COM	520,8	596,1	602	e : 33,8	1	763 000
11 DCOM****	2 376,9	2 694,1	2 720,5	e : 33,7	1	3 650 000
<i>DOM / FR (INSEE)</i>	3 %	3,2 %	3,2 %	4,3 %	-	3,9 %
<i>DCOM / FR entière</i>	3,83 %	4,06 %	4,08 %	5,5 %*****	-	4,9 %

Sources: IEDOM-IEOM, INSEE, ITSTAT (Polynésie française), ISEE (Nouvelle-Calédonie). ND : données non disponibles ; e : estimations (pour les projections de la population : à partir des extrapolations de l'INED en 2050, cf. *Populations & Sociétés*, n°503, Septembre 2013).

* Métropole + DOM (à périmètre constant 2014).

** Métropole + DOM hors Mayotte. 16,12 millions de moins de 20 ans hors Mayotte début 2013 (15,53 millions en métropole ; 588 200 dans les 4 DOM).

*** 4 DOM "historiques" : + 0,8 %.

**** Hors TAAF et Terre Adélie.

***** Soit 906 700 jeunes de moins de 20 ans (DOM : 705 300 ; COM : 201 400) sur 16 440 500 au niveau national.

Tableau n°5a : Répartition nationale des populations ultra-marines

2013, en %	Répartition 4 DOM	Répartition DOM	Répartition COM	Répartition Outre-mer	Répartition France INSEE	Répartition France
Guadeloupe	21,5	19,3	-	15,1	0,62	0,61
St-Martin	-	-	6,6	1,5	-	0,06
St-Barthélemy	-	-	1,6	0,3	-	0,014
Martinique	20,5	18,4	-	14,3	0,59	0,58
Guyane	13,3	11,9	-	9,3	0,38	0,38
La Réunion	44,7	40,1	-	31,2	1,28	1,27
Mayotte	-	10,3	-	8	0,33	0,32
Polynésie Fr.	-	-	45,1	10	-	0,41
N-Calédonie	-	-	43,6	9,7	-	0,39
Wallis & Futuna	-	-	2	0,5	-	0,018
St-P-Miquelon	-	-	1	0,2	-	0,009
<i>Métropole</i>	-	-	-	-	96,81	95,94
4 DOM	100	89,8	-	69,9	2,86	2,84
5 DOM	-	100	-	77,9	3,19	3,16
6 COM	-	-	100	22,1	-	0,90
11 DCOM	-	-	-	100	-	4,06
<i>France, périmètre INSEE**</i>	-	-	-	-	100	99,1
<i>France entière</i>	-	-	-	-	-	100

Source : cf. Tableau *supra*, chiffres arrondis.

Tableau n°6a : Evolution récente des Produits Intérieurs Bruts dans les DCOM

PIB en valeur (base 2005), 2005-2012, en Mds. € courants	PIB 2005	PIB 2009	PIB 2010	PIB 2011	PIB 2012	PIB 2013	Réparation (%), 2012	Réparation (%), 2012
Guadeloupe	7,39	7,35	7,66	7,87	8,03	8,10	0,39	0,4
St-Martin	ND*	ND	0,54	ND	e : 0,7	ND	-	0,05
St-Barthélemy	ND*	ND	0,32	ND	e : 0,4	ND	-	
Martinique	7,21	7,84	8,19	8,29	8,35	8,53	0,41	0,4
Guyane	2,58	3,30	3,42	3,64	3,81	3,92	0,19	0,2
La Réunion	11,92	14,98	14,90	16,22	16,32	16,29 (e)	0,80	0,8
Mayotte	0,91	1,37	ND e : 1,5	ND e : 1,77	e : 1,9	ND	-	0,1
Polynésie Fr.	4,39	4,72	ND e : 4,75	ND e : 4,8	e : 4,9	ND	-	0,2
N-Calédonie	5,01	6,24	6,84	7,04	7,17	ND	-	0,4
Wallis & Futuna	0,15	ND e : 0,18	ND e : 0,19	ND e : 0,20	e : 0,2	ND	-	0
St-P-Miquelon	0,16 (2004)	0,17 (2008)	ND e : 0,18	ND e : 0,19	e : 0,2	ND	-	0
Métropole	1 688,95	1 852,30	1 902,55	1 965,38	1 995,79	2 076,86	98,20	97,5
4 DOM	29,10	33,47	34,17	36,02	36,51	36,84	1,80	1,8
6 COM + Mayotte	11,40	13,63	e : 14,17	e : 15	e : 15,5	ND	-	0,7
11 DCOM	40,54	47,1	e : 48,4	e : 51	e : 52	ND	-	2,5
France, périmètre INSEE**	1 718,05	1 885,76	1 936,72	2 001,4	2 032,30	2 113,7	100* *	99,3
France entière	1 758,55	1 899,39	1 950,9	2 016,4	2 047,8	ND	-	100
DCOM / France	2,30 %	2,48 %	2,49 %	2,53 %	2,54 %	ND	-	-

Sources : INSEE pour les DOM et la France périmètre INSEE (février 2014) pour les données 2009-2012 ; CEROM-comptes rapides pour les données 2013 (encore provisoires) ; PIB France en 2013 (base 2010) : cf. INSEE première n°1499, Mai 2014 ; IEDOM (Septembre 2014) pour les données 2010 de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy ; IEDOM (Réunion) et INSEE (Antilles-Guyane et Mayotte) pour les données 2005 ; CEROM pour Saint-Pierre-et-Miquelon et Wallis et Futuna ; ISPF pour la Polynésie Française (données 2010 disponibles le 16 Septembre 2014) ; ISEE pour la Nouvelle-Calédonie. Cf. également Tableau n°7a, *infra*. ND : données non disponibles.

e : estimations

* 0,42 Md. € en 1999 à Saint-Martin et 0,18 Md. € en 1999 à Saint-Barthélemy. Soit 0,6 Md. € pour les « Iles du Nord » de la Guadeloupe. Hypothèse : 0,78 Md. € en 2005 et 1,1 Md. € en 2012.

** Inclusion de Mayotte dans le périmètre « France » de l'INSEE seulement à partir de mai 2014 (cf. nouvelles modalités de calcul du PIB en base 2010 : 1,2 Md. € estimés en 2010, ce qui paraît singulièrement sous-évalué : augmentation annuelle de 10,8 % du PIB en volume entre 2005 et 2009). Les quatre DOM « historiques » représentent 1,8 % du PIB de la France au sens périmètre INSEE (métropole + DOM) en 2012. Les cinq DOM représenteraient 1,9 % du PIB français.

Tableau n°6b : Evolution des taux de croissance du PIB dans les DCOM

Taux de croissance du Produit Intérieur Brut en volume : euros constants (base 2005*), 2006-2014	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Guadeloupe**	2,9	2,6	1,1	-4,8	2,7	1,3	0,6	0,7	
Guyane	6,4	4,1	3,4	3,6	2,5	4	3,3	2,9	
Martinique	2,8	0,9	-0,3	-6,5	4,6	1	0	-0,5	
La Réunion	3,5	4,4	3,1	-2,7	-0,2	1,2	0,7	0,7	
Mayotte***	e : 7,1	e : 7,5	e : 5,7	e : 9,9	ND	ND	ND	ND	
N-Calédonie	5,7	4,2	0,6	2,3	3,9	3	2,2	ND	
Polynésie Fr.	0,9	1,7	0	-4,2	-2,5	ND	ND	ND	
France	2,5	2,3	-0,1	-3,1	1,7	2	0	0,2	p : 0,4

Sources : INSEE, ITSTAT, ISEE, CEROM (dernières données : Juillet 2014 pour le PIB 2013 de La Réunion, Octobre 2014 pour les PIB des DFA), IEDOM-IEOM (Rapports annuels). ND : données non disponibles ; e : estimations ; p : prévisions (au 14 août 2014)

* Suite au changement de base des comptes nationaux, passés au système européen de comptes (SEC) 2010, le 15 Mai 2014, le PIB français a été réévalué de 3,2 %. En base 2010, l'INSEE comptabilise par exemple en investissement les sommes que les agents économiques (entreprises privées, mais aussi organismes publics) dépensent pour la R&D, alors qu'elles étaient jusqu'à présent comptabilisées en consommations intermédiaires. Suite à ce relèvement du niveau du PIB, les taux de croissance en volume de la France entière se sont établis, en base 2010, à 2,4 % en 2007, à 0,2 % en 2008, à -2,9 % en 2009, à 2 % en 2010, à 2,1 % en 2011, à 0,3 % en 2012 et en 2013. Les PIB régionaux des DOM, pour leur part, étaient calculés en base 95 jusqu'en 2010 et en base 2005 depuis 2011. Les nouvelles données calées sur les nouveaux agrégats nationaux (SEC 2010) ne pourront être diffusés qu'au début de l'année 2015, compte tenu des délais nécessaires pour régionaliser ces agrégats. Pour autant, les évolutions régionales ne devraient pas être remises sensiblement en cause par le passage à la base 2010.

** Hors Saint-Martin et Saint-Barthélemy depuis 2010.

*** Croissance du PIB de 10,8 % en valeur en moyenne sur 2005-2009. Calcul de la croissance en volume en prenant en compte cette moyenne, déflatée du niveau des prix à la consommation : 3,7 % en 2006, 3,3 % en 2007, 5,1 % en 2008 et 0,9 % en 2009 (source : IEDOM).

Tableau n°7a : Comparaison récente DCOM / métropole en matière de PIB / habitant

PIB (en valeur, base 2005) : agrégat par habitant, 2012	En euros	En % du niveau métropolitain : 31 420 € en 2012*
<i>Ile de France</i>	51 250	163,1
Saint-Barthélemy (2010)	35 700	118,1
Saint-P-et-Miquelon (2008)	28 327	92,9
Nouvelle-Calédonie	27 787	88,4
<i>Corse</i>	25 523	74,9
<i>Limousin</i>	23 354	74,3
Martinique	21 527	68,5
Guadeloupe	19 810	63
La Réunion	19 477	62
4 DOM	19 439	61,9
Polynésie Française (2010)	17 347	57,4
Guyane	15 416	49,1
Saint-Martin (2010)	14 700	48,6
Wallis et Futuna (2005)	10 100	36,6
Mayotte (2009)	6 575	22,2

Sources : ISEE, CEROM, Comptes économiques rapides de la Nouvelle-Calédonie en 2012, Juin 2014 ; ISPF, d'après Points forts n°4 (Février 2014) pour la Polynésie ; site INSEE (février 2014) pour les quatre DOM historiques et la métropole ; Mayotte-Infos n°55 (Novembre 2011) pour le PIB mahorais ; IEDOM, Note Express n°135 (janvier 2012) pour SPM ; CEROM (avril 2008) pour Wallis et Futuna ; IEDOM (Rapport annuel 2013, Sept. 2014) pour Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

* PIB/hab. en métropole (en base 2005) : 30 239 € en 2010 ; 29 582 € en 2009 ; 30 485 € en 2008 ; 27 606 € en 2005.

Tableau n°7b : Evolution récente et comparée des PIB / habitant dans les DOM et en métropole

PIB (en valeur, base 2005) : agrégat par habitant, 2008-2012, en € courants	2008	2009	2010	2011	2012	Evolution 2008-2012 (%)
<i>Corse</i>	23 922	24 446	24 787	25 046	25 523	+ 6,7
<i>Limousin</i>	23 166	22 727	22 429	23 139	23 354	+ 0,8
Martinique	20 155	19 821	20 828	21 213	21 527	+ 6,8
Guadeloupe	18 443	18 260	18 967	19 427	19 810	+ 7,4
La Réunion	18 942	18 299	18 061	19 503	19 477	+ 2,8
Guyane	14 195	14 530	14 640	15 113	15 416	+ 8,6
4 DOM	18 521	18 153	18 415	19 279	19 439	+ 5
DOM /métropole	60,7 %	61,4 %	60,9 %	62 %	61,9 %	+ 1,2 pt
DOM / Limousin	79,9 %	79,9 %	82,1 %	83,3 %	83,2 %	+ 3,3 pts
Mayotte	ND	6 575	ND	ND	ND	ND
Métropole	30 485	29 582	30 239	31 086	31 420	+ 3,07
France, périmètre INSEE*	30 143	29 255	29 900	30 747	31 076	+ 3,10

Sources : INSEE (Février 2014).

* Métropole + DOM ; hors Mayotte (jusqu'en 2014).

Tableau n°8 : Evolution comparée du nombre total de chômeurs dans les DOM

Nombre de demandeurs d'emploi en France*, 2009-2014, Cat. A +B + C + D + E, Données brutes**	4 DOM	France*, périmètre INSEE	DOM / France (en %)
Fin avril 2009	231 800	4 212 700	5,5
Fin décembre 2009	252 800	4 688 800	5,4
Fin décembre 2010	277 700	4 973 200	5,6
Fin décembre 2011	291 000	5 206 100	5,6
Fin décembre 2012	308 400	5 615 000	5,5
Fin décembre 2013	323 000	5 961 600	5,4
Fin juin 2014***	323 900	5 863 500	5,5
Evolution : Avril 2009-Juin 2014	+ 39,7 %	+ 39,2 %	-

Source : DARES (mai 2009-Juillet 2014).

* Champ : Métropole + DOM (périmètre 2005) :

- Y compris COM (de droit social commun) de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy, rattachées à la DIECCTE de Guadeloupe :

_pour St-Martin : 4 301 chômeurs de catégorie A fin 2013 et 4 865 demandeurs d'emploi toutes catégories confondues ;

_pour St-Barthélemy, 330 chômeurs de catégorie A fin 2013.

- Hors Mayotte : 9 215 demandeurs d'emploi de catégorie A en Avril 2014 (+ 24,2 % sur un an) et estimation de 30 000 à 40 000 toutes catégories confondues : 19 122 chômeurs au sens du recensement de 2012 ; 39 400 personnes sans emploi souhaitant travailler selon l'EE du 2^{ème} Trimestre 2013, dont 9 500 chômeurs au sens du BIT) ;

- Hors Saint-Pierre-et-Miquelon : 528 demandeurs d'emploi toutes catégories en Mars 2014 ;

- Hors COM à droit social autonome :

_Polynésie française : 27 000 chômeurs estimés actuellement d'après les données RGP de 2012 [25 000 chômeurs au sens du recensement] ;

_Nouvelle-Calédonie : 7 504 demandeurs d'emploi fin Avril 2014, soit une hausse de 14,1 % en un an (près de 15 000 chômeurs estimés) ;

_Wallis et Futuna : 500 chômeurs estimés.

Soit près de 80 000 chômeurs supplémentaires en prenant en compte les COM, portant le nombre total de demandeurs d'emploi en France à plus de 6 millions, dont près de 410 000 Outre-mer.

** Données corrigées des variations saisonnières (CVS – CJO) : 6 048 500 demandeurs d'emplois toutes catégories confondues au 30 Juin 2014, en hausse de 5,6 % sur un an (métropole : 5 719 400 ; DOM : 329 100).

*** Dernières données disponibles (au 27 Juillet 2014).

Tableaux n°9: Caractéristiques récentes du chômage dans les DOM

Tableau n°9a : Evolution du taux de chômage dans les DOM, au sens de l'Enquête emploi de l'INSEE* et du recensement, et nombre de chômeurs par conseiller de Pôle emploi

Taux de chômage, EE, 2 ^{ème} T, 2002-2013, en % pop. active	2002	2007	2008 (1)	2009 (2)	2010	2011 (3)	2012 (4)	2013 (p) (5)	Nombre de demandeurs d'emploi par conseiller, mi 2014
Guadeloupe**	23,4	22,3	21,8	22,5	24,3	22,7	23,1****	26,1	118,2****
Guyane**	20,2	20,1	20,8	19,6	19,2	20,1	21,3	21,3	180,8
Martinique	20,6	20,3	21	21,7	21	20,7	20,9	22,8	111,6
La Réunion	27,6	23,9	24,1	26,8	28,3	28,8	28	29	207,6
4 DOM	24,2	22,4	22,6	24	24,9	24,8	24,7	25,5	165,1
Mayotte	ND	ND	ND	17,6	ND	ND	ND (4)	19,5	113,5
Métropole	7,5	7,7	7,1	8,7	8,9	8,8	9,4	9,9	115,8 (Fr entière : 117,2)
Hérault***	12,2	11,1	10,5	12,3	12,5	12,7	13,7	14,5	115,2***
Ratio DOM / métropole (Ratio Guyane / Hérault)	3,2 (1,7)	2,9 (1,8)	3,2 (2)	2,8 (1,6)	2,8 (1,5)	2,8 (1,6)	2,6 (1,6)	2,6 (1,4)	-

Source : INSEE (Juillet 2014 pour les données 2013). Pour la métropole : moyennes annuelles. ND : données non disponibles (les enquêtes emploi à Mayotte seront annuelles à partir de 2015, cf. arrêté du 27 mai 2014). (p) Données encore provisoires, susceptibles d'être modifiées en fonction des évolutions démographiques affectant le dénominateur. Ainsi, les taux de chômage précédemment disponibles pour l'EE de 2013 étaient de 25,5 % en Guadeloupe, de 20,7 % en Guyane, de 22,2 % en Martinique, et de 28,2 % à La Réunion. Nombre de chômeurs par conseiller de Pôle emploi (moyenne), cf. Pôle emploi, 28 Juillet 2014.

- (1) Wallis et Futuna : 12,8 % (périmètre : recensement général de la population, RGP) ;
- (2) Nouvelle-Calédonie : 13,8 % (RGP) ;
- (3) Saint-Barthélemy : 4,3 % (RGP) ; Saint-Pierre-et-Miquelon : 8,8 % (RGP) ; Saint-Martin : 30,5 % (RGP). Métropole : 12,3 % ; Hérault : 16,3 % ; Martinique : 26,4 % ; Guadeloupe : 29 % ; Guyane : 31,1 % ; La Réunion : 35,5 % ; ratio Guyane/Hérault : 1,9 sur ce périmètre « recensement » ;
- (4) Polynésie française : 21,8 % (RGP) ; Mayotte : 36,6 % (RGP) ;
- (5) Wallis et Futuna : 11,8 % (RGP).

* L'Enquête Emploi annuelle DOM (EE-DOM) existe depuis 1993 dans les DOM et depuis 2001 sous sa forme actuelle. C'est une enquête annuelle qui répond aux mêmes objectifs que l'enquête Emploi en continu, à savoir fournir des statistiques sur la situation des personnes sur le marché du travail : activité, chômage, emploi, inactivité, selon les concepts définis par le BIT : parmi les personnes qui ne sont pas classées dans la population active occupée, sont considérées comme chômeur au sens du bureau international du travail (BIT) les personnes disponibles de 15 ans et plus pour prendre un emploi dans les 15 jours et qui, soit ont fait des démarches de recherche d'emploi dans le mois précédent, soit ont déjà trouvé un emploi commençant dans les trois mois suivant. Ainsi, l'EE-DOM fournit de nombreuses informations sur l'état du marché du travail dans les DOM (volume de la population active et du chômage, caractéristiques des personnes présentes sur le marché du travail et évolution d'une année sur l'autre), ainsi que sur la formation des jeunes arrivant sur le marché du travail. L'EE annuelle a lieu chaque année de mars à juin auprès des personnes de 15 ans ou plus vivant dans des résidences principales à caractère non collectif. Le champ de l'enquête est l'ensemble des logements dits « ordinaires », c'est-à-dire les résidences principales à caractère non collectif. L'ensemble des personnes de 15 ans et plus vivant dans ces logements est interrogé. Les ménages sont interrogés pendant trois ans. La première interrogation se déroule en face à face, les deux autres par téléphone. Compte tenu de l'extension de l'enquête emploi en continu dans les DOM, l'enquête annuelle de 2013 sera la dernière et aucune enquête complémentaire n'y est adossée cette année. Les données portent ici sur la population active de 15 ans et plus, et donc diffèrent légèrement des données sur la population des 15-64 ans, souvent utilisée (par exemple : taux de chômage des 15-64 ans supérieur de 0,2 points à celui des 15 ans et plus en Guyane et à Mayotte en 2013 ; supérieur de 0,1 point en Guadeloupe). Ces taux sont souvent modifiés ultérieurement lorsque les caractéristiques démographiques des DOM sont affinées par l'INSEE.

** Hors archipel des Saintes et La Désirade ; pour la Guyane, hors communes de l'intérieur (soit près de 10 % de la population).

*** Département métropolitain le plus touché par le chômage. Statistiques Pôle emploi : région Languedoc-Roussillon. Pour info : St-Pierre-et-Miquelon : 51,3 ; Corse : 100,2 ; IDF : 122,7 ; Nord-Pas-de-Calais : 133,6.

**** Saint-Martin : 24,4 % en 2012 (dernières statistiques disponibles sur ce périmètre). En 2014, 95,3 chômeurs par conseiller Pôle emploi (moyenne St-Martin / St-Barthélemy).

9b : Evolution du taux de chômage des 15-24 ans, au sens de l'Enquête emploi de l'INSEE, depuis le début de la crise des années 2000

Taux de chômage, EE, 2 ^{ème} T, 2006-2013, en % des actifs de 15-24 ans	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Guadeloupe	57,2	55,3	55,7	60	56,5	52,9	57,6	59,8
Guyane	49,5	41,3	42,8	39,6	45,1	47,8	50,4	44,8
Martinique	57,7	46,7	53,4	61	62,2	59,1	55,6	68,2
La Réunion	48	51	51	52,8	55,7	59,9	56,2	60,6
Métropole	21,8	19,4	18,1	23,5*	23,1	22,1**	23,1***	24,6*

Sources : INSEE (TER 2011 et 2014 pour La Réunion ; Antiane - Année Economique et Sociale 2008-2013 et INSEE-Premiers Résultats pour les DFA ; séries longues INSEE 1975-2013 pour la métropole (Données : Décembre 2013). Taux de 2011 à 2013 susceptibles de légères modifications en fonction des résultats des RGP annuels (fixation des tranches d'âge).

* Mayotte (15-29 ans) : 26,4 % en 2009 et 37,4 % en 2013 ; Wallis et Futuna (15-24 ans) : 41,8 % en 2013.

**Saint-Pierre-et-Miquelon : 36,2 % estimés en 2011.

***Polynésie française : 57 % en 2012 (RGP).

9c : Jeunesse et sous-emploi dans les DOM

2008-2011	Rappel : Part des enfants vivant dans une famille monoparentale parmi l'ensemble des enfants, 2010 (en %)	Part des enfants vivant dans une famille dont les parents n'ont pas d'emploi et ne sont ni retraités ni étudiants, 2008 (parmi l'ensemble des enfants, en %)	Part des enfants vivant dans une famille dont les parents n'ont pas d'emploi et ne sont ni retraités ni étudiants, 2010 (parmi l'ensemble des enfants, en %)	Part des enfants vivant dans une famille dont les parents n'ont pas d'emploi et ne sont ni retraités ni étudiants, 2010 (parmi les enfants vivant dans une famille monoparentale, en %)	Part des jeunes non insérés, 2010 (en %)	Jeunes non diplômés accueillis par les missions locales ou les PAIO, 2011 (en % des 16-25 ans)
Guadeloupe	45,3	31,6	32	54,9	38,3	3,1
Guyane	42	46,2	47,3	66,7	47,2	3,3
Martinique	47,8	27,7	28,8	50,2	35,2	4,2
La Réunion	32,9	36,4	37	67,3	44,7	3,6
Métropole	18,2**	9,3***	9,5***	31,1****	19,9*****	2,7
France (INSEE*)	19	10,3	10,5	33,4	20,6	2,7

Sources : INSEE (Août 2011 ; Septembre 2013). Jeunes non insérés : population du lieu de résidence âgée de 18 à 25 ans qui n'a pas d'emploi et n'est ni étudiante, ni élève, ni stagiaire. PAIO : Permanences d'accueil, d'information et d'orientation.

* Hors Mayotte.

** Département des Pyrénées-Orientales : 26,2 %.

*** Département des Pyrénées-Orientales : 17,5 % en 2008 et 18 % en 2010.

**** Département du Pas-de-Calais : 50,2 %.

*****Département des Ardennes : 30,7 %.

9d : Les demandes d'emploi en fin de mois dans les DOM (dernières données disponibles)

Juin 2014, en milliers de personnes, données brutes	Chômeurs Catégorie A**	Chômeurs Catégorie A + B + C**	(Variation sur un an)	Chômeurs [A + B + C], longue durée, inscrits depuis un an ou plus (en proportion des chômeurs)	Chômeurs [A + B + C], de moins de 25 ans	(Variation sur un an)	Chômeurs Toutes catégories (A + B + C + D + E)**
Guadeloupe*	59,7	66,4	+ 0,6 %	36,9 (55,6 %)	8	-7,3 %	71,9
Guyane	21,6	23,5	+ 7 %	7,8 (33,2 %)	3,6	+ 4,8 %	25,6
Martinique	43,6	51,3	+ 1,1 %	27,5 (53,7 %)	6,6	-7,3 %	56,7
La Réunion	134	153,9	+ 2,7 %	87,5 (56,8 %)	23,2	-2,4 %	169,7
DOM**	258,9	295,1	+ 2,3 %	159,7 (54,1 %)	41,4	-3,6 %	323,9
Métropole	3 196,2	4 865	+ 5,3 %	2 108,9 (43,3 %)	690,3	-1,1 %	5 539, 6
FR, périmètre INSEE***	3 455,1	5 160,1	+ 5,2 %	2 268,6 (44 %)	731,7	-1,2 %	5 863, 5
DOM / France périmètre INSEE	7,5 %	5,7 %	-	7 %	5,7 %	-	5,5 %

Source : DARES (Juillet 2014) ; DIECCTE pour chaque DOM (chômeurs toutes catégories).

* Y compris COM de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy (rattachées à la DIECCTE de Guadeloupe).

**

- La plupart des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (catégories A + B + C) : certains sont sans emploi, d'autres travaillent. Fin Juin 2014, en France métropolitaine, 5 043 200 personnes inscrites à Pôle emploi étaient tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi (5 343 100 chômeurs en France, y compris 299 900 chômeurs des DOM en données CVS-CJO ; 5 160 100 en données brutes, dont 295 100 dans les DOM), dont 3 398 300 étaient sans emploi (catégorie A ; 3 662 100 y compris DOM, en CVS-CJO ; 3 455 100 en données brutes) et 1 644 900 exerçaient une activité réduite, courte (78 heures ou moins dans le mois, catégorie B : 663 600) ou longue (plus de 78 heures dans le mois, catégorie C : 981 300).
- Certaines personnes inscrites à Pôle emploi ne sont pas tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi (676 200 en métropole fin Juin 2014 en données CVS-CJO). Elles sont soit sans emploi et non immédiatement disponibles, par exemple en formation (catégorie D : 279 900), soit pourvues d'un emploi mais dont elles sont *de facto* insatisfaites (catégorie E : 396 300).

- Total des demandeurs d'emploi en CVS-CJO : 6 048 500, dont 329 100 dans les DOM.

*** Hors Mayotte. Soit 2,9 % de la population de l'agrégat [métropole + 4 DOM]. Selon l'EE 2013, 83 % des demandeurs d'emploi sont des chômeurs de longue durée.

9e : Le halo du chômage* dans les DOM en 2013 (EE)

Halo du chômage, Enquête emploi, 2 ^{ème} T 2013	Nombre de personnes (15 ans et plus)	En % des 15 ans ou plus sur le marché de l'emploi
Guadeloupe	15 900	4,9
Guyane	16 700	11,8
Martinique	17 800	5,6
La Réunion	42 000	6,5
Mayotte	29 900	24,6
Métropole	1 277 000	2,5

Source : INSEE (Juillet 2014)

* : Le BIT fournit une définition stricte du chômage, mais qui ignore certaines interactions qu'il peut y avoir avec l'emploi (travail occasionnel, sous-emploi) ou avec l'inactivité. En effet, certaines personnes souhaitent travailler mais sont considérées comme inactives, (i) soit parce qu'elles ne sont pas disponibles rapidement pour travailler (deux semaines), (ii) soit parce qu'elles ne recherchent pas activement un emploi. Ces inactifs qui souhaitent travailler forment le halo autour du chômage. À Mayotte, les inactifs du halo sont trois fois plus nombreux que les chômeurs BIT. L'hypertrophie du halo comparativement au chômage BIT est exceptionnelle à Mayotte. Ailleurs en France, que ce soit en métropole ou dans les autres DOM, les chômeurs BIT sont toujours plus nombreux que les inactifs souhaitant travailler.

Tableaux n°10 : Les minima sociaux Outre-mer

10a : Evolution comparée du nombre d'allocataires des minima sociaux dans les DOM

Allocataires des minima sociaux, 2007-2012	DOM*	France*, périmètre INSEE	DOM / France
Fin décembre 2007	305 725	3 334 500	9,2 %
Fin décembre 2008	299 000	3 297 500	9,1 %
Fin décembre 2009	302 800	3 502 561	8,6 %
Fin décembre 2010	309 800	3 590 400	8,6 %
Fin décembre 2011	316 700	3 675 200	8,6 %
Fin décembre 2012	331 000	3 837 100	8,6 %
Evolution : 2007-2012	+ 25 275 (+ 8,3 %)	+ 502 600 (+ 15,1 %)	-0,5 pt

Sources : DREES, Etudes et résultats : n° 727, Mai 2010 (pour les chiffres de 2007 et de 2008) ; n°756, Mars 2011 ; n°801, Mars 2012 ; n°844, Juin 2013 ; n°883, Juin 2014 (pour les chiffres de 2012).

* Hors Mayotte jusqu'en 2012.

10b : Evolution comparée du nombre de bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active

Nombre de foyers bénéficiaires au titre du RSA, Juin 2011- Mars 2013	Juin 2011	Décembre 2013	Mars 2014	Ratio / population*, 2013	Ratio, pour 1000 personnes de 25 à 64 ans, 2013	Evolution, juin 2011- mars 2014, en %
Guadeloupe	39 663	46 553	46 952	11,5	233	+ 18,4
Saint-Barthélemy	43	73	68	0,8	e : 13	+ 58,1
Saint-Martin	2 080	3 193	3 153	8	e : 166	+ 51,6
Guyane	17 378	21 374	21 017	8,5	190	+ 20,9
Martinique	37 783	44 011	44 286	11,4	217	+ 17,2
Mayotte	-**	3 835	4 258	1,8	e : 49	+ 277,8***
La Réunion	94 485	110 267	112 458	13,1	255	+ 19
St-P-Miquelon	32	41	41	0,6	e : 12	+ 28,1
Métropole	1 831 680	2 066 716	2 078 004	3,2	64****	+ 13,4
Outre-mer, droit social national**	191 464	229 347	232 233	10,6	211*****	+ 21,3
France hors du COM Pacifique	2 023 144	2 296 063	2 310 237	3,5	70	+ 14,2

Source : CNAF, IEDOM (pour St Pierre et Miquelon), INSEE (Juillet 2014). e : estimations, RGP de 2011 dans les COM de l'Atlantique, et RGP de 2012 à Mayotte.

* Population estimée au 1^{er} janvier 2013, cf. tableau n°5, *supra*.

** On rappellera que la politique sociale nationale s'applique (i) en métropole, (ii) dans les cinq DOM (partiellement à Mayotte : RSA mis en place en 2012 à 25 % du niveau national ; 37,5 % en 2013 ; 50 % en 2014), (iii) dans les COM de Saint-Martin, Saint-Barthélemy et (iv) indirectement dans la COM de Saint-Pierre et Miquelon (DOM entre 1976 et 1985), soit 99,2 % de la population française (65,81 millions hab. sur 66,35 millions en 2013) et 2,15 millions de personnes outre-mer (soit 79 % de la population des DCOM). Les autres COM et la Nouvelle-Calédonie disposent d'une politique sociale déterminée localement, et moins généreuse (pas de minima sociaux, mais l'équivalent de la CMU depuis 1995 en Polynésie française ; pas d'indemnisation du chômage en Polynésie française et à Wallis et Futuna).

*** Mise en place du RSA à Mayotte en mars 2012 (1 127 foyers bénéficiaires à cette date), alors que ce minima social, instauré en Juin 2009 dans l'hexagone, a été étendu dans les quatre DOM « historiques » en Janvier 2011.

**** Région Nord-Pas-de-Calais : 104.

***** 4 DOM : 232 allocataires pour 1000 personnes de 25 à 64 ans.

10c : CMU, APA et minima sociaux dans les DOM

Au 31 Déc. 2012	Bénéficiaires de la CMU base, 2012	Bénéficiaires de la CMU complémentaire, 2012	Part de la population de 75 ans ou plus bénéficiaire de l'APA, 2012	Bénéficiaires de la CMU-c (en % de la population totale), 2012	Allocataires de l'AAH (pour 100 personnes de 20-64 ans), 2012	Population couverte par le RSA socle, 2012, en % de la population totale	Population couverte par le RSA total, 2012, en % de la population totale
Guadeloupe	72 343	96 888	24,6	24,5	3,6	21,3	23,8
Guyane	55 215	74 399	17,2	31	1,3	22,3	24,4
Martinique	81 441	94 897	24,5	24,3	3,2	18,1	20,4
La Réunion	134 659	292 950	41	34,9	3	25,8	29,5
Mayotte	0	0	0	0	e : 0,3	e : 4,2	4,3
Métropole	1 878 274	3 857 456	20,5	6,2	2,6	4,8	6,6
France, périmètre INSEE*	2 221 931	4 416 590	20,6	6,8	2,6	5,3	7,1
5 DOM	343 657	559 134	e : 30,9*	e : 30*	e : 2,9	e : 22,8	e : 25,8
DCOM / FR entière	15,5 %	12,7 %	-	-	3,2 %**	11,2 %**	9,9 %***

Sources : INSEE (Septembre 2013-Avril 2014), IEDOM pour Mayotte. APA : allocation personnalisée à l'autonomie. CMU : couverture médicale universelle ; CMU-c : couverture médicale universelle complémentaire ; AAH : allocation adultes handicapés. Population couverte : comprend les allocataires (cf. tableau *supra*), mais aussi les conjoints et les personnes à charge. RSA socle : ex-RMI ; RSA total : RSA socle + RSA activité.

* Hors Mayotte ; hors St-Martin, St-Barthélemy et St-Pierre et-Miquelon.

** Source : DREES, Etudes et résultats n°883, Juin 2014. AAH : 32 000 allocataires sur 997 000 ; RSA socle : 189 600 allocataires sur 1 687 200 (RSA socle majoré – ex Allocation Parent Isolé, API : 32 600 allocataires sur 227 600, soit 14,3 %).

*** Source : CNAF, RSA conjoncture n°1, Mars 2013. 212 000 foyers bénéficiaires sur 2 142 000.

Rappel : Population des DOM =

- **3,2 % de la population française au sens de l'INSEE en incluant Mayotte (2,1 millions d'habitants sur 65,8 millions début 2013) ;**
- **2,9 % de la population française au sens de l'INSEE hors Mayotte (1,88 million d'habitants sur 65,54 millions début 2013).**

Tableau n°11a : Niveaux comparés des salaires minima dans l'ensemble des Outre-mer

SMIC-SMIG, au 1 ^{er} janvier 2014	Montant horaire brut, en euros	En % du niveau national
Métropole + Saint-Pierre-et-Miquelon (1979) + 4 DOM* (1996)	9,53	100
Nouvelle-Calédonie	7,54	79,1
Polynésie Française	7,41	77,7
Mayotte	7,11	74,6
Wallis et Futuna	4,42	46,4

Sources : INSEE, IEDOM, IEOM.

* Y compris COM de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy (communes de la Guadeloupe jusqu'en 2007 ; maintien du droit social national après leur accession au statut de COM en 2007). Y compris COM de Saint-Pierre-et-Miquelon (DOM entre 1976 et 1985). Entre parenthèses, dates d'alignement sur le niveau métropolitain.

Tableau n°11b : Evolution comparée des salaires minima ultramarins par rapport au niveau hexagonal

Evolution SMIG/SMIC horaire, en % du niveau métropolitain, 1984-2014, au 31 décembre	Antilles*- Guyane	La Réunion	Mayotte*	Nouvelle- Calédonie	Polynésie française	Wallis et Futuna
1984	83,4	77,8	17,7	74,5	90,8	34,5
1994	89,4	89,4	38,2	66,6	78,2	49,8
2004	100	100	45,7	71,7	81,5	45,7
2010	100	100	71,4	73,8	81,3	46
2011	100	100	70	75,5	80,6	44,3
2012	100	100	72,7	79,1	78,8	45,4
2013	100	100	73,8	80	78,6	46,9
2014 (p)	100	100	74,6	79,1	79,6	46,4

Sources : INSEE pour le SMIC national (métropole + DOM + SPM ; depuis 1996) ; IEDOM-IEOM pour les autres collectivités.

* En 1951, le SMIG représentait 84 % du montant métropolitain aux Antilles-Guyane et 35,9 % à La Réunion (soit la proportion atteinte à Mayotte en 1993). En 1962, le SMIG des DFA atteignait 93,5 % de celui de la métropole, ce pourcentage s'élevant à 70,9 % pour La Réunion. Fait peu connu, en 1965, soit presque vingt ans après la départementalisation, le SMIG des DFA avait rattrapé une première fois le niveau métropolitain, tandis que celui de La Réunion progressait rapidement à 84 % de ce montant. Mais l'écart s'est à nouveau fortement creusé après la signature des accords de Grenelle en 1968, le SMIG métropolitain ayant progressé dans des proportions importantes (+ 40 % entre 1968 et 1969), tandis que l'équivalent dans les DOM était alors plus faiblement revalorisé (+ 16 %). Le SMIG des DFA a alors chuté à 81,6 % du niveau hexagonal (cette proportion ne recommencera à progresser qu'à partir de 1989) ; quant au SMIG réunionnais, il est tombé à 68,9 % du niveau métropolitain à l'issue des accords de Grenelle (il n'atteindra son niveau relatif de 1967...qu'en 1993). En 1992, le SMIC réunionnais rejoint le niveau des DFA. Le 1^{er} janvier 1996, le Président CHIRAC impose à son Gouvernement l'alignement complet du SMIC des DOM sur le SMIC métropolitain.

** Depuis 2007 et les accords signés par le Préfet et les partenaires sociaux pour fixer les paliers d'augmentation du SMIG, Mayotte est engagé dans un processus de rattrapage du SMIG par rapport au Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) national, instauré en 1970. L'accord du 2 février 2007, signé par les partenaires sociaux et le Préfet de Mayotte, est ainsi venu accélérer le processus de rattrapage et a fixé les paliers des augmentations pluriannuelles du SMIG, pour parvenir à 85 % du SMIC net de métropole au 1^{er} juillet 2010. Programmé initialement sur quinze ans, le gouvernement a annoncé à la fin de l'année 2011 sa volonté de ramener le SMIG mensuel net de Mayotte au niveau du SMIC national au 1^{er} janvier 2015. Ainsi, revalorisé à deux reprises au cours de l'année 2012, le SMIG a augmenté de 1,9 % au 1^{er} janvier 2013 pour atteindre 1 176,24 € pour 169 heures de travail (6,96 € horaire). Le 1^{er} janvier 2014, le SMIG mensuel brut est porté à 1 201,59 € pour 169 heures de travail (7,11 € horaire), en augmentation de 2,2 %. Au niveau national, le SMIC mensuel brut pour 151,67 heures de travail s'élève à 1 444,38 €. Le SMIG brut mahorais mensuel représente donc désormais 83,1 % du SMIC national et le SMIG brut horaire représente 74,6 % du niveau national. Le rapprochement est beaucoup plus prononcé pour le salaire net : en effet, le SMIG net mahorais mensuel est de 1 114,07 € pour 1 128,69 € au niveau national, soit 98,7 % du niveau national.

Tableau n°12 : L'apprentissage dans les DOM

Nombre d'apprentis sous tutelle des ministères de l'Education nationale et de l'Agriculture (16-25 ans), 2010-2014	2010-2011	2011-2012	2012-2013	Apprentis parmi les 16-25 ans (en %), 2013	Niveau V (le plus bas), en % du total des apprentis, 2013	Centre de formations d'apprentis, au 1 ^{er} janvier 2013, pour 100 000 habitants	Réforme de l'apprentissage : Fraction du produit de la taxe d'apprentissage reversée aux Régions (LFR 2014), en M. € courants
Guadeloupe	1 558	1 465	1 693	3,5	63,4	1,5	25,6
Guyane	368	465	693	1,8	61	3,6	6,8
Martinique	1 586	1 523	1 599	3,6	38,1	0,8	28,3
La Réunion	3 809	4 126	4 392	3,6	49,7	3	41,3
Mayotte	e : 233	e : 211	267	e : 0,8	87,6	ND	0,3
DOM	7 321*	7 579*	8 644	e : 3,1 3,5*	55,5 51,8*	ND 2,3*	102,3
<i>Métropole</i>	392 337	399 482	397 361	5,2	45,5	2,7	1 441,8
France, périmètre INSEE	399 658*	407 061*	406 005	5,1	45,6	2,7	1 544,1
<i>DOM / France périmètre INSEE</i>	1,8 %	1,9 %	2,1 %	-	-	-	6,6 %

Sources : INSEE (Juillet 2014) et PLFR 2014 (Juin 2014), p. 25. IEDOM (Rapport annuel 2013, Juin 2014) pour Mayotte (pour 2010-2011 et 2011-2012). ND : données non disponibles.

* Hors Mayotte, intégré dans les statistiques nationales par l'INSEE en 2012-2013.

Tableau n°13a : Evolution comparée des dépenses budgétaires de l'Etat (hors opérateurs)

Dépenses budgétaires 2006-2014, en exécution, en Mds. € courants	DCOM, Crédits de paiement, ensemble des programmes	Dépenses du budget général	DCOM / France, en %
2006	11,86	335,45	3,54
2007	12,71	337,41	3,77
2008	12,91	348,11	3,71
2009	13,66	367,12	3,72
2010	13,56	425,69	3,19
2011	13,63	365,62	3,73
2012	14,05	374,17	3,75
2013	14,21(LFI)	376,67	3,77
2014 (PLF)	14,20	379,9	3,74

Sources :

- Pour les dépenses budgétaires vers l'Outre-mer (budget général) : Documents de Politique Transversale (DPT Outre-mer, annexés aux Projets de Lois de Finances), Etat récapitulatif de l'effort budgétaire et financier consacré aux DCOM, y compris TAAF (22,3 M. € en 2012) et crédits non répartis (153,6 M. € en 2012) : DPT 2014, p. 288 ; DPT 2013, p. 222 ; DPT 2012, p. 213 ; DPT 2011, p. 178 ; DPT 2010, p. 162 ; DPT 2009, p. 114 (DOM) et p. 132 (COM) ; DPT 2007, p. 59 (DOM) et 69 (COM).
- Pour les dépenses nationales (dépenses nettes du budget général, y compris prélèvement sur recettes au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne et y compris financements par fonds de concours) : art. 1^{er} des lois de règlement pour les budgets en exécution de 2006 à 2012 : loi n°2007-1147 du 31 juillet 2007 (budget 2006) ; loi n°2008-759 du 1^{er} août 2008 (2007) ; loi n°2009-973 du 10 août 2009 (2008) ; loi n°2010-832 du 22 juillet 2010 (2009) ; loi n°2011-859 du 20 juillet 2011 (2010) ; loi n°2012-926 du 31 juillet 2012 (2011) ; loi n°2013-712 du 5 août 2013 (2012) ; loi n°2014-855 du 31 juillet 2014 (2013). Pour le budget 2014, cf. Dossier de presse du Gouvernement relatif au PLF 2014, p. 160.

Tableau n°13b : Effort budgétaire de l'Etat ; comparaison des dépenses par habitant

2012	Dépense budgétaire, en M. €	Population, au 31 déc. 2012, en milliers hab.	Dépense par habitant, en €	Métropole base 100
Guadeloupe	2 277,9	405,7	5 615	99,3
St-Martin	40,8	39,3	1 038	18,3
St-Barthélemy	1,8	9,4	191	3,4
Martinique	2 260	386,5	5 847	103,4
Guyane	1 520,3	250,1	6 079	107,5
La Réunion	4 515,1	841	5 369	94,9
Mayotte	713,8	214,7	3 325	58,8
Polynésie Fr.	1 218,3	269	4 529	80,1
N-Calédonie	1 144,8	260	4 403	77,8
Wallis & Futuna	104,1	12,2	8 533	150,8
St-P-Miquelon	79,3	6,1	13 000	229,8
5 DOM	11 287,1	2 098,1	5 380	95,1
6 COM	2 589,1	596	4 344	76,8
11 DCOM*	13 876,2	2 695	5 149	91
Métropole	360 118,2	63 659,6	5 657	100

Sources : DPT 2014 pour les crédits de paiement du budget général de l'Etat vers les DCOM. Pour la métropole : cf. loi de règlement du 5 août 2013 (374 170,5 M. € au niveau national, auxquels on déduit les 14 052,3 M. € dévolus aux DCOM).

* Hors TAAF et crédits non répartis : 175,9 M. € en 2012.

Tableau n°14 : Evolution comparée des dépenses fiscales

Dépense fiscale, 2007-2014, en Mds. € courants	DCOM	France entière (métropole + DOM + COM)	DCOM / France*, %
2007	2,70	60,75	4,44
2008	3,03	65,88	4,60
2009	3,26	72,88	4,47
2010	3,19	72,71	4,39
2011	3,43	72,01	4,76
2012	3,87	72,19	5,36
2013	3,91 (LFI)	72,02 (PLR) **	5,43
2014 (PLF)	3,98	80,02	4,97
Evolution, 2007-2014	+ 47,4 %	+ 31,7 %	+ 0,53 pt

Sources :

- Pour les dépenses fiscales de l'Outre-mer : Documents de Politique Transversale (DPT Outre-mer, annexés aux Projets de Lois de Finances) : DPT 2014, p. 318 (données 2012, 2013 et 2014) ; DPT 2013, p. 259 (données 2011) ; DPT 2012, p. 251 (données 2010) ; DPT 2011, p. 207 (données 2009) ; DPT 2010, p. 191 (données 2008) ; pour les données 2007, cf. Assemblée nationale, Commission des finances, Jérôme CAHUZAC, PLF 2009, Rapport n°1198, Annexe n°30, p. 12.
- Pour les dépenses fiscales nationales : Annexe au Projet de loi de finances, Evaluation des voies et moyens, Tome II, Dépenses fiscales. PLF 2014, p. 16 (données 2012, 2013 et 2014), PLF 2013, p. 14 (données 2011), PLF 2012, p. 16 (données 2010), PLF 2011, p. 12 (données 2009), PLF 2010, p. 15 (données 2008), PLF 2009, p. 12 (données 2007).

* Rappel : Population des DCOM / population française totale = 4,06 % en 2013 (2,695 millions hab. sur 66,354 millions).

** Projet de loi de règlement, cité dans *Les Echos*, 16 juin 2014. Les dix dispositifs les plus coûteux sont les suivants (aucun dispositif spécifique à l'Outre-mer ne figure dans cette liste) :

- TVA à 7 % pour les travaux de rénovation : 5,04 Mds. €
- Crédit d'impôt Recherche : 4,05 Mds. €
- Crédit d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile : 3,51 Mds. €
- Abattement de 10 % sur le montant des retraites : 3,43 Mds. €
- TVA à 7 % (10 % depuis le 1^{er} janvier 2014) sur la restauration : 3,11 Mds. €
- Prime pour l'emploi : 2,4 Mds. €
- Exonération des prestations familiales : 1,95 Mds. €
- Taxe réduite sur le gazole : 1,72 Mds. €
- Crédit d'impôt sur les intérêts d'emprunt pour l'acquisition de l'habitation principale : 1,64 Mds. €
- Exonération ou réduction d'impôt sur l'assurance-vie : 1,64 Mds. €.

Tableau n°15a : La situation du tourisme dans les DCOM

2012-2013	Nombre de touristes 2007 (milliers)	Nombre de touristes 2012 (milliers)	Nombre de touristes 2013 (milliers)	Ratio Touristes/pop, 2012-2013*	Ratio Touristes/superficie 2012-2013	Capacité en lits, au 1 ^{er} Janvier 2013 ^c	Distance / métropole (km)	Estimation du temps de trajet aérien au départ de Paris
Guadeloupe	423,2	472	493	1,3	274	9 144	6 700	8h25
St-Martin	200 (e)	242 (e)	240 (e)	6,1	4 528	6 488	6 726	8h45
St-Barth	326,5	321	333,9	35,5	15 900		6 500	9h30**
Martinique	626,3	642,1	646,8	1,7	569	10 935	6 858	8h30
Guyane	113,4	83 a	ND e : 90	0,3	1	3 486	7 072	8h40
La Réunion	380,5	446,5	416	0,5	177	13 030	9 180	11h10
Mayotte	40,7	45,8	52,4	0,2	140	1 108	8 000	14h10***
Polynésie	218,2	169	164,4	0,6	52	9 154	17 100	21h25****
N-Calédonie	103,4	112,2	107,7	0,4	6	7 534	16 763	22h40*****
W-Futuna	ND	ND b	ND b	ND	ND	98	22 000	34h10*****
St-P-M	24,9	17,2	11,7	2,9	71	314	4 750	13h30*****
DCOM	2 457,1	e : 2 551	e : 2 556	0,9	21	61 291	-	-
<i>Métropole</i>	<i>80 853</i>	<i>83 013</i>	<i>84 700</i>	<i>1,3</i>	<i>154</i>	<i>5 750 400^c</i>	-	-

Source : INSEE (Mayotte 2013, Juillet 2014 ; Guadeloupe 2012-2013, Sept. 2014), IEDOM et IEOM, Rapports annuels, 2008 (Juin 2009), 2012 (Juin 2013) et 2013 (Juin 2014 hors Saint-Martin et Saint-Barth : Sept. 2014), hors touristes locaux ; INSEE, ISEE et ISPF pour les populations (est. au 1^{er} janvier 2013). Touristes en métropole (arrivées internationales) : Banque mondiale. Distances (principalement : Paris-chef-lieu du territoire) : site du ministère de l'Outre-mer (www.outre-mer.gouv.fr), sauf pour St-Martin, Nouvelle-Calédonie (Wikipédia) et Wallis et Futuna (IEOM). (e) : estimations (près de 2 millions de touristes, croisiéristes compris, pour l'ensemble de l'île selon IEDOM). Pour les temps de trajet, cf. ouvrage de J-C. GAY, L'Outre-mer français, un espace singulier, Ed. Belin Géographie, août 2003, p. 72. Capacité en lits : total hébergement marchand (hors résidences secondaires) : hôtellerie, campings, auberges de jeunesse, gîtes, meublés, chambres d'hôte ; cf. MINEFI, DGCIS, Memento 2013 du Tourisme, Nov. 2013, p. 55 (métropole) et 67-68 (DCOM).

a : 2009 ; b : données non disponibles (inférieur à 2 000 touristes par an) ; c : 61 291 lits dans l'ensemble des DCOM (dont 37 703 dans les DOM), soit 1,1 % du total de la France entière pour 2,8 % des touristes.

* estimations de la population au 1^{er} janvier 2013, cf. Tableau n°5, *supra*.

** Correspondance à St-Martin

*** Correspondance à St-Denis de La Réunion

**** Vol avec escale (4 h) à Los Angeles

***** Vol avec escale et changement d'appareil à Tokyo

***** Correspondance avec longue attente à Nouméa-Tontouta

***** Correspondance à Montréal

Tableau n°15b : Etablissements et salariés de l'hôtellerie-restauration dans les DOM

Secteur de l'hôtellerie-restauration, 31 déc. 2011	Nombre d'établissements	Etablissement s pour 1000 habitants	Nombre de salariés (dont secteur hébergement)	Nombre de salariés/1000 habitants
Guadeloupe	3 893	9,6	4 665 (1 878)	11,5
Martinique	2 474	6,3	5 197 (1 920)	13,3
Guyane	926	3,9	1 477 (544)	6,2
La Réunion	3 419	4,1	6 755 (1 839)	8,1
Métropole	300 624	4,7	918 377 (230 132)	14,5
Corse	4 384	13,8	5 349 (2 268)	16,9
PACA	34 260	7	90 566 (27 885)	18,4

Source : INSEE (Octobre 2013)

Tableau n°15c : Espaces verts et qualité des eaux de baignade

2006-2012	Part des zones urbanisées sur l'ensemble du territoire, en %, 2006	Part des espaces verts en zone urbanisée*, en %, 2006	Eaux douces de baignade de bonne qualité**, en %, 2012	Eaux de mer de baignade de bonne qualité**, en %, 2012
Guadeloupe	11,2	1	23,5	81,4
Guyane	0,1	4,2	12,5	7,7
Martinique	11,5	4,3	33,3	67,8
La Réunion	11,1	1,9	ND	ND
Mayotte	ND	ND	0	100
Métropole	5	5	56,1	76,4
Corse	1,9	7,7	41,8	73,8
PACA	6	4,8	79,8	88,1
France, périmètre INSEE	4,4	4,9	55,3	76,1

Sources : INSEE (Septembre 2012 et Septembre 2013). ND : données non disponibles.

* On entend par zones urbanisées, le bâti, les zones industrielles ou commerciales, les réseaux de communication et les espaces verts artificialisés, non agricoles

** En France, la surveillance sanitaire des eaux de baignade est réalisée par les DDASS suivant les décrets nos 81-324 et 91-980 pris en application de la directive CEE/76/160. Les analyses courantes des échantillons portent sur les paramètres microbiologiques et physico-chimiques. Une description visuelle de différents paramètres physico-chimiques (résidus goudronneux, matières flottantes, odeurs) est effectuée. La présence dans l'eau de coliformes totaux, coliformes fécaux et streptocoques fécaux indique une contamination d'origine fécale avec présence éventuelle de germes pathogènes. En fonction des résultats des analyses, les points de surveillance sont classés en quatre catégories : A (bonne qualité), B (qualité moyenne), C (pollutions momentanées) ou D (mauvaise qualité). L'indicateur est le pourcentage de points de surveillance A.

Tableau n°15d : Trafic portuaire dans les DCOM

Trafic de marchandises* , 2002-2013, en milliers de tonnes brutes	2002	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Evolu tion 2002- 2013 (%)	Evolu tion 2007- 2013 (%)	Rapp el : évolu tion pop, 2002- 2013 (%)
Guadeloupe	2 875,1	3 436	3 582	3 010,7	3 156,2	3 406,2	3 858,9	3 623,5	+ 26	+ 5,5	+ 3,2
St-Martin	275	206,4	164,2	141,1	174	186,5	219,3	221,3	- 19,5	+ 7,2	+ 24,8
St-Barth	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	+ 27
Martinique	2 791	2 927,5	3 090,2	3 019,8	3 209,1	2 814,7	3 108,4	2 879	+ 3,1	-1,7	-0,7
Guyane	689,1	618,4	594,8	617,2	606,8	643	656,9	657,9	-4,5	+ 6,4	+ 41,6
La Réunion	3 194,7	4 212,1	4 288	3 911,6	4 233,4	4 145,6	4 098,9	4 016,9	+ 25,7	-4,6	+ 13,6
Mayotte	391,5	459	457,9	647,2	724,3	713	716,9	725	+ 85,2	+ 57,9	+ 36,8
Polynésie	989,9	1 096,7	1 049	921,8	961,8	934,2	861,8	901,5	-8,9	-17,8	+ 11,5
N-Calédonie	4 686	6 131	5 083	5 286	7 070	7 043	7 383	7 513	+ 60,3	+ 22,5	+ 18,5
W-Futuna	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	-17,6
St-P-M	47 (e)	ND	ND	ND	ND	47 (e)	ND	ND	ND	ND	-3,2
Métropole	345 000	383 000	384 000	346 000	350 400	352 900	327 500	321 500 (e)	-6,8	-16,1	+ 6,7
FR, périmètre INSEE	354 941	394 653	396 013	357 207	362 330	364 623	339 940	333 402	-6	-15,5	+ 6,8
France entière	360 892	402 087	402 309	363 556	370 536	372 787	348 404	342 038	-5,2	-14,9	+ 6,9
5 DOM	9 941,4 9 549,9 ***	11 653 11 194 ***	12 012,9 11 555 ***	11 206,5 10 559,3 ***	11 929,8 11 205,5 ***	11 722,5 11 009,5 ***	12 440 11 723,1 ***	11 902,3 11 177,3 ***	+ 19,7 + 17 ***	+ 2,1 -0,1 ***	+ 13 + 7,9 ***
3 COM	5 950,9	7 434,1	6 296,2	6 348,9	8 205,8	8 163,7	8 464,1	8 635,8	+ 45,1	+ 16,2	+ 15,5
8 DCOM	15 892,3	19 087,1	18 309,1	17 555,4	20 135,6	19 886,2	20 904,1	20 538,1	+ 29,2	+ 7,6	+ 13,5
DOM / FR (INSEE)	2,80 %	2,95 %	3,03 %	3,13 %	3,29 %	3,21 %	3,66 %	3,57 %	+ 0,77pt	+ 0,62pt	+ 0,2 pt
DCOM** / FR entière	4,4 %	4,8 %	4,6 %	4,8 %	5,4 %	5,3 %	6 %	6 %	+ 1,6 pt	+ 1,2 pt	+ 0,2 pt

Sources : 1) DCOM : Rapports annuels IEDOM et IEOM. Sauf : INSEE, TER Martinique 2003 (pour les données martiniquaises de 2002) ; INSEE, Antiane-Eco n°77, L'année économique et sociale 2013, Martinique, Juin 2014 (pour les données martiniquaises de 2013) ; CCISM, Bulletin d'info n°4/2014 (pour les données 2013 de Saint-Martin – port de Marigot) ; site du ministère de l'Environnement (www.developpement-durable.gouv.fr) : données guadeloupéennes de 2013 (mai 2014) et données sur Saint-Pierre-et-Miquelon portant sur 2007 et 2011. 2) Métropole : Ministère de l'Environnement : Bilan de l'année 2012 des ports maritimes et des voies navigables, Juin 2013, p. 8 (pour les données 2002-2012, chiffres arrondis) ; Trafic portuaire, Janvier-Décembre 2013, Mars 2014 (pour les données 2013 : chiffres définitifs pour les Grands Ports Maritimes et le port de Calais). ND : données non disponibles ; e : estimations.

* Marchandises embarquées ou débarquées, incluant le transbordement ; fret international (donc hors trafic intérieur).

** Hors Saint-Barthélemy, Saint-Pierre-et-Miquelon et Wallis et Futuna (1 % de la population des Outre-mer en 2013 ; 0,042 % de la population française).

*** DOM hors Mayotte.

Tableau n°15e : Trafic passagers dans les aéroports des DCOM

Trafic passagers vols commerciaux* , 2002-2013, milliers	2002	2008	2009	2010	2011	2012	2013 (DGAC)	Evol. 2002-2013, %	Evol. 2008-2013, %	Evol. pop., 2002-2013, %
Guadeloupe	1 805,4	2 020,1	1 839,8	1 948,8	2 050,5	1 994,6	2 033,8 (2 033,7)	+ 12,7	+ 0,7	+ 3,2
St-Martin	107,4	188,2	192,9	205	211,6	201,2	199,7 (207,6)	+ 85,9	+ 6,1	+ 24,8
St-Barth	161,6	164,3	145,3	141,1	151,6	152,8	162,6 (161,4)	+ 0,6	-1	+ 27
Martinique	1 518,2	1 673,6	1 608,6	1 671,5	1 727,4	1 639,7	1 685,1 (1 689,8)	+ 11	+ 0,7	-0,7
Guyane	374,5	385,1	400,6	423,7	435,4	428,9	437 (467,6)	+ 16,7	+ 13,5	+ 41,6
La Réunion	1 516,7	1 781,8	1 876,6	2 090,1	2 246,6	2 164	2 084 (2 083,1)	+ 37,4	+ 17	+ 13,6
Mayotte	149,5	263,3	270,8	304,8	317,5	305,2	325,7 (325,8)	+ 118	+ 23,7	+ 36,8
Polynésie	1 396	1 379,8	1 223,3	1 178,7	1 167,2	1 152,2	1 146,9 (2 247 408)	-17,8	-16,9	+ 11,5
N-Calédonie	627,3	806,9	830,3	845,6	835	871,3	866,2 (1 276 384)	+ 38,1	+ 7,3	+ 18,5
W-Futuna	34,8	39,7	41	41,8	43	43,5	45,8 (56,3)	+ 31,6	+ 15,4	-17,6
St-P-M	31,5	29,9	39,6	45,6	34,5	35,5	34,4 (34,3)	+ 9,2	+ 15	-3,2
Métropole	121 042	147 538	141 436	143 077	152 626	157 515	161 305	+ 33,3	+ 9,3	+ 6,7
FR entière	130 359	157 829	151 453	153 487	163 345	168 046	171 911	+ 31,9	+ 8,9	+ 6,9
11 DCOM (5 DOM**)	9 316,8 (5 364,3)	10 290,7 (6 123,9)	10 017,2 (5 996,4)	10 410 (6 438,9)	10 718,9 (6 777,4)	10 530,8 (6 532,4)	10 606,2 (6 565,6)	+ 13,8 (+22,4)	+ 3,1 (+7,2)	+13,3 (+ 13)
DCOM / FR	7,1 %	6,5 %	6,6 %	6,8 %	6,6 %	6,3 %	6,2 %	-0,9 pt	-0,3 pt	+0,2pt

Sources : Rapports annuels, IEDOM-IEOM, sauf pour la Martinique (cf. site de l'aéroport : www.martinique.aeroport.fr) et Saint-Martin (Grand Case) pour l'année 2013 : cf. CCISM, Bulletin d'info n°4/2014. Pour les données métropolitaines : cf. DGAC, Bulletins statistiques, 2002 et 2008-2013. Compte tenu des doubles comptes et de la non prise en compte par l'IEDOM-IEOM de certains aérodromes secondaires, le total des lignes DOM et COM (IEDOM-IEOM) ne correspond pas toujours au total « Outre-mer » (ligne « 11 DCOM ») issu des bulletins statistiques de la DGAC.

* Trafic international + trafic intérieur. Y compris transit. ** Source : IEDOM.

Tableau n°15f : Trafic aéroportuaire comparé Outre-mer / métropole

Trafic pass. vols commerciaux*, 1992-2013, milliers	1986	1992	1998	2002	2008	2009	2010	2011	2012	2013
a : Flux Métropole=> O-mer	980	2 182	3 381	3 364	3 379	3 314	3 500	3 730	3 680	3 842
b : Trafic total FR	62 372	90 223	116 969	129 506	156 546	150 253	152 237	162 205	166 742	170 500 (e)
a/b, en %	1,6	2,4	2,9	2,6	2,2	2,2	2,3	2,3	2,2	2,3
c : Flux DCOM => FR**	3 090	4 809	7 077	7 182	7 739	7 631	7 837	8 049	7 901	8 000 (e)
d : Trafic total DCOM	4 386	6 284	8 789	8 927	9 823	9 548	9 936	10 264	10 063	10 100 (e)
c/d, en %	70,4	76,5	80,5	80,4	78,8	79,9	78,9	78,4	78,5	79,2

Source : DGAC, Synthèse Trafic aéroportuaire 1986-2012, Juin 2013 ; Bulletin statistique, Trafic aérien commercial, année 2013, Mai 2014.

* Passagers commerciaux locaux, hors transit. **Métropole/Outre-mer et intra-outre-mer (au sein d'un même DCOM ou entre DOM et COM différents).

Tableau n° 16a : Part des énergies renouvelables (ENR) dans les capacités de production ultramarines

Part des ENR dans les capacités de production (puissance installée, 2012)	En % (métropole : 13 %)*
Guyane	53,3
La Réunion	45,8
Guadeloupe	26,2
Nouvelle-Calédonie	24
Polynésie Française	19,4
Mayotte	15,5
Martinique	13,4
Wallis et Futuna	2,9
Saint-Martin	2,7
Saint-Pierre et Miquelon	1,8
Saint-Barthélemy	0,1

Source : Assemblée nationale, Commission des Affaires Economiques, Avis n°1395 (S. LETCHIMY), PLF 2014, 10 octobre 2013, p. 20.

* Les marges de progrès existent pour augmenter la proportion d'énergies renouvelables (ENR) dans les DCOM, alors que la loi « Grenelle 1 » a prévu (cf. art. 56 de la loi n°2009-967 du 3 août 2009) un taux de 50 % dans les DOM à l'horizon 2020 (30 % à Mayotte ; 22 % dans l'hexagone). Les ENR en général et les énergies marines en particulier peuvent dès lors concourir à la réussite de cet objectif.

Tableau n°16b : Transport domicile / travail

Mode de transport pour se rendre au travail, 1999-2011	Part des déplacements domicile-travail en voiture, 1999 (en %)	Part des déplacements domicile-travail en voiture, 2010 (en %)	Part des déplacements domicile-travail en transports en commun, 1999 (en %)	Part des déplacements domicile-travail en transports en commun, 2010 (en %)	Ménages disposant d'au moins une voiture, 2011	Taux d'équipement des ménages en automobile, 2008 (en %)	Taux d'équipement des ménages en automobile, 2011 (en %)
Guadeloupe	70,3	80,5	12,2	7	112 139	65,8	67,4
Guyane	66,8	69,5	4,8	3	38 681	57,8	57,2
Martinique	72,1	80,7	14,4	9,1	116 727	71,1	71,7
La Réunion	72,2	77,3	5,5	5,1	207 769	69,8	70
Mayotte	ND	ND	0	0	ND	23 **	ND
Métropole	71,3	69,6	11,3	14,7	22 138 651	80,7	81
France, périmètre INSEE*	71,3	69,8	11,3	14,5	22 613 967	80,4	80,6
N-Calédonie	ND	ND	ND	ND	ND	77***	ND
Polynésie Fr.	ND	63****	ND	ND	ND	76,2**	77,1****
W & Futuna	ND	ND	ND	ND	ND	58,9	ND

Sources : INSEE (Juin 2010, Septembre 2013 et Juin 2014). ND : données non disponibles.

* Hors Mayotte, intégré dans les statistiques nationales par l'INSEE en 2012-2013.

** RGP de 2007

*** RGP de 2009

****RGP de 2012

Tableau n°17a : Principales caractéristiques du logement

2011-2013	Rappel : Densité (hab/ km ²), 2013	Nombre de logements, 2011-2012 (RGP)	Part des résidences principales (%), 2011- 2012	Part des logements vacants (%), 2011- 2012	Part de l'habitat individuel (maisons), en %, 2011- 2012	Part des ménages propriétaires de leur résidence principale (%), 2011- 2012	Taille des ménages (n. moyen d'occupants par résidence principale), 2011- 2012	Part des ménages ayant emménagé depuis 30 ans ou plus, (%) 2011	Part des résidences principales construites avant 1946 (%), 2011
Guadeloupe	249	209 756	79,3	14,1	75	59,8	2,4	16,3	3
St-Martin	742	16 932	79,1	11,3	32	25,9	e : 2,7	5,9	1,8
St-Barthélemy	448	4 693	78,4	7,5	74,2	42,9	e : 2,4	11,3	4,8
Martinique	343	198 588	82	13,4	63,9	54,8	2,4	18,9	4,9
Guyane	3	75 033	90,2	7,8	66,2	44,8	3,5	5,3	2,1
La Réunion	334	329 234	90,2	7,7	69,3	52,1	2,8	13,5	1,7
Mayotte	573	60 076	85,9	12	90,3	56,4	4,1	ND	ND
Polynésie Fr.	83	88 368	82,3	10	84,5	71,2	3,6	ND	ND
N-Calédonie	14	81 697 (2009)	88,9	5,6	66,5	62,1	2,9	ND	ND
Wallis & Futuna	86	3 100 (2008)	e : 100	14,3	e : 98	87,3	4,1	ND	ND
St-P-Miquelon	25	3 242	80,5	5	83,6	76,4	e : 2,3	24,8	14,8
Métropole	115	32 859 694	83,2	7,3	55,9	57,8	2,3	17,7	27,4
France, périmètre INSEE*	111	33 732 384 33 672 308*	83,3	7,3	56,3 56,2*	57,7	2,3	17,6*	26,9*
France entière	98	33 930 416	e : 83,3	e : 7,4	e : 56,5	e : 57,7	e : 2,3	e : 17,5	e : 26,6
5 DOM	23	872 687	e : 86,1	e : 10,6	e : 71,2	e : 53,8	e : 2,9	12,7*	2,1*
6 COM	26	198 032	e : 81	e : 7,9	e : 73,2	e : 64,1	e : 3,2	ND	ND
11 DCOM**	24	1 070 719	e : 85	e : 10	e : 71,6	e : 56,1	e : 3	ND	ND
DOM / FR (INSEE)	-	2,6 %	-	-	-	-	-	-	-
DCOM / FR entière	-	3,2 %	-	-	-	-	-	-	-

Sources : ITSTAT (Polynésie Française.), ISEE (Nouvelle-Calédonie), INSEE (autres territoires et métropole). Cf. également Notes économiques de l'IEDOM (NE 62, Novembre 2009 sur Saint-Pierre et Miquelon) ; NE 66, Février 2010 sur Mayotte ; NE 75, avril 2010 sur l'ensemble des DCOM) et de l'IEOM (NE 20, Mai 2010 sur Wallis et Futuna ; NE 83, Juin 2013 sur la Nouvelle-Calédonie). Et rapports annuels IEDOM-IEOM. Recensements : 2008 à Wallis et Futuna, 2009 en Nouvelle-Calédonie, 2012 à Mayotte et en Polynésie française, 2011 pour les autres territoires. ND : données non disponibles ; e : estimation.

* Hors Mayotte.

** Hors TAAF en ce qui concerne la superficie.

Tableau n°17b : Le confort du logement dans les DCOM

1999-2012	Part des résid. principales en situation de suroccupation* (%), 1999	Part des résid. principales en situation de suroccupation* (%), 2010	Résid. principales : électricité dans le logt (%), 2011	Résid. principales : baignoire ou douche et WC à l'intérieur (%), 2011	Résidences principales : eau chaude dans le logt (%), 2011	Part des logts sans raccordement au réseau de collecte ni assainissement autonome (%), 2008	Proportion des logts raccordés à une station d'épuration (tout à l'égout), en %, 2008-2011	Habitat de fortune, (%), 2011	Eval. du nombre de logts insalubres, mi-2012
Guadeloupe	20,1	12,9 2,2**	98,2	97,6	63,4	21,3	38,8	0,8	15 000
St-Martin	ND	ND 10,5**	99,2	96,3	38	ND	62,2	0,6	e : 1 000
St-Barthélemy	ND	ND 8,5**	99,8	99,1	97,2	ND	0,6	0,3	ND
Martinique	19,2	13,8 2,9**	98,6	98,6	62,3	ND	45,1	0,8	8 000
Guyane	36	36,5 7,3**	87,3	78,4	42,7	30	40,4	4,3	10 000
La Réunion	22,5	16,7 4,6**	99,4	97,8	86,5	1,5	45,5	0,7	16 000
Mayotte	e : 50	e : 45 17,7**	93,6	e : 40***	14,4	59,6	18,5	31,2	20 000
Polynésie Fr.	ND	e : 25 8,1**	95,7	e : 93****	69,6	e : 3	17,5	e : 1,9	4 000
N-Calédonie	ND	e : 25 8,2**	94,4	e : 86*****	ND	ND	e : 30	3,3	4 000
Wallis & Futuna	ND	ND 10**	98,4	75,2	13,1	ND	ND	e : 2,9	ND
St-P-Miquelon	ND	ND 0,5**	e : 100	98,7	100	ND	e : 99	e : 0,3	ND
Métropole	11	9,7 5,7**	e : 99,5	e : 99***** *	e : 99,9	1,8	82,4 (2008)	e : 0,5	500 000
FR, périmètre INSEE	11,3	9,9 5,7**	e : 99,3	e : 98,5	e : 99,5	2	81,3 (2008)	e : 0,6 (DOM : 4,3)	570 000 O-Mer : 12,3 %

Sources : INSEE, ISPF, ISEE. Données sur l'assainissement : cf. Ministère de l'Environnement, CGDD, Chiffres et statistiques n°2010 (avril 2011) : « Le service d'assainissement en France. Principales données 2008 ». Evaluation du nombre de logements insalubres dans les DOM : cf. Assemblée nationale, Commission des Affaires Economiques, Avis n° 253 (PLF 2013), Budget Outre-mer (S. LETCHIMY), Octobre 2012, p. 23. ND : données non disponibles ; e : estimation.

* Selon l'INSEE, un logement est sur-occupé quand il lui manque au moins une pièce par rapport à la norme d'« occupation normale », fondée sur : (i) une pièce de séjour pour le ménage, (ii) une pièce pour chaque personne de référence d'une famille, (iii) une pièce pour les personnes hors famille non célibataires ou les célibataires de 19 ans ou plus, et pour les célibataires de moins de 19 ans : (a) une pièce pour deux enfants s'ils sont de même sexe ou ont moins de 7 ans, (b) sinon, une pièce par enfant. Par construction, les logements d'une pièce sont considérés comme sur-occupés.

** Logements d'une pièce (recensements de la population : 2008 pour Wallis et Futuna, 2009 pour la Nouvelle-Calédonie, 2011 pour la métropole, les DOM et les COM de l'Atlantique, 2012 pour Mayotte et la Polynésie française).

*** WC : 41,4 % ; Baignoire ou douche : 38,3 % (INSEE, RGP 2012).

**** WC : 93,6 % ; Baignoire ou douche : 92,8 % (ITSTAT, RGP 2012).

***** WC : 85,9 % ; Baignoire ou douche : 86,3 % (ISEE, RGP 2009).

***** Baignoire ou douche.

Tableau n°17c : Le logement social dans les DCOM

2008-2012	Parc HLM (logements locatifs sociaux), nombre de logements au 1 ^{er} janvier 2013	Evolution, 2012-2013 (%)	Proportion de logements sociaux en ZUS (%), 2012	Proportion de logements sociaux de type collectif (%), 2012	Nombre de logements sociaux pour 10 000 hab, 2008	Nombre de logements sociaux pour 10 000 hab, 2012	Allocation de logement social (ALS), allocations pour 1000 ménages, 2013	Taux de vacance, au 1 ^{er} janvier 2013 (tx de vacance structurelle) en %	Taux de mobilité (%), 2012	Dépenses du PNRU, au 31 mai 2014 (dont subventions ANRU), en M. €	Loyer moyen, en €/m ² de surface habitable, au 1 ^{er} janvier 2013 (évolution 2012-2013, en %)
Guadeloupe	31 600	+ 3,8	25,8	78,4	748	755	102	5,5 (4,2)	8,5	717 (176)	5,97
St-Martin	1 570	+ 0,1	ND	ND	ND	e : 400	e : 88	ND	ND	0	ND
St-Barthélemy	0	-	-	-	0	0	e : 4,6	0	0	0	NS
Martinique	28 700	+ 1,6	13	99,6	663	723	101	3,2 (1,4)	6,1	167 (62)	5,17
Guyane	13 100	+ 3,9	17,2	82,9	495	525	61	5,4 (1,8)	3,6	256 (69)	5,98
La Réunion	59 000	+ 4,1	33,2	83,1	649	676	153	1,8 (0,4)	8,6	420 (77)	5,78
Mayotte	1 557 (SIM)# e : 19 000	ND#	ND	e : 15	ND	e : 73# e : 886	e : 0,2	e : 2,9	ND	39 (13)	e : 5
Polynésie Fr.	2 802# e : 14 000	-12,4	0	e : 10	93#	e : 104# e : 495	0	ND	ND	0	ND
N-Calédonie	12 681	+ 5,3	0	ND	392	e : 488	0	ND	ND	0	ND
W & Futuna	e : 120	ND	0	ND	ND	e : 98	0	ND	ND	0	ND
St-P-Miquelon	37	ND	0	ND	ND	e : 61	0	ND	ND	0	ND
Métropole	4 595 600	+ 1,6	23,1	84,4	701	714	86	3,2 (1,7)	10	45 017 (11 228)	5,36 **
FR, périmètre INSEE	4 729 557 4 728 000*	+ 1,6*	23,2*	84,4*	e : 698*	713*	e : 87,5	3,2* (1,7)	9,9*	46 616 (11 625)	5,71
France entière	e : 4 746 800	ND	e : 23	e : 84	ND	e : 707	87	ND	ND	46 616 (11 625)	ND
5 DOM	e : 134 000# 132 400*	+ 3,4*	25,5*	e : 78,2 85,4*	677*	e : 619,8# 682,5*	107 119*	3,3* (1,6)	7,5*	1 599 (397)	e : 5,65 5,72*
11 DCOM***	e : 151 200	ND	e : 20	ND	ND	e : 542,8	e : 106	ND	ND	1 599 (397)	ND
DOM / FR (INSEE)	3,2 %	-	-	-	-	-	-	-	-	3,4 % (3,4 %)	-

Sources : Ministère de l'Environnement, CGDD, SOES, Chiffres et statistiques n°482, « Le parc locatif des bailleurs sociaux au 1^{er} janvier 2013 », Janvier 2014 ; INSEE (recensement 2011) pour les chiffres des COM de l'Atlantique, pour les ratios logements sociaux/population (métropole et DOM, Janvier 2014) et les données relatives à l'ALS (Juin 2014) ; Dépenses du Plan National de Renovation Urbaine, cf. projets passés en Comité d'engagement, site de l'ANRU. Données sur les collectivités du Pacifique : cf. ISEE, ISPF, IEOM (NE 75 ; données 2008 sur les DCOM) et Sénat, Commission des Affaires économiques, Avis n°157 (PLF 2014), Budget Outre-mer (S. LARCHER), Novembre 2013, p. 10. USH, note, Janvier 2014.

* : DOM hors Mayotte ; nombre de ménages, cf. RGP de 2011 (COM de l'Atlantique) et de 2012 (Mayotte).

: Pour Mayotte, hors cases SIM (1978-2005 : 17 500, qui ne répondent plus aux normes HLM nationales) ; idem pour 10 500 Fare de Polynésie.

** : Métropole hors Ile de France (6,70 €).

Tableau n°17d : Nombre de logements sociaux neufs financés et état des besoins

2006-2013	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Evol. 2006-2012, en %	Nombre de demandeurs de logts sociaux, 2012	Est des besoins en logements sociaux par an, 2012	Nouvelles mises en service au 1 ^{er} janvier 2013 (dont logements neufs)
Guadeloupe	1 803	1 577	1 491	1 221	1 589	1 656	1 305	-27,6	7 163	1 700	1 000 (100 %)
St-Martin											
St-Barth	0	0	0	0	0	0	0	0	e : 50	ND	0
Martinique	597	418	729	701	1 042	1 099	1 012	+69,5	9 617	1 200	500 (100 %)
Guyane	704	1 029	1 027	1 077	1 156	1 261	950	+34,9	6 574	1 858	300 (98 %)
La Réunion	2 761	2 144	2 275	3 031	3 561	3 929	4 846	+75,5	23 044	5 000	2 500 (100 %)
Mayotte	65	120	136	158	144	162	83	+27,7	1 250	500	ND
Outre-mer (logements livrés)	5 930 (3 689)	5 288 (3 208)	5 658 (3 683)	6 188 (4 056)	7 492 (3 337)	8 107 (3 799)	8 196 (5 446)	+38,2 (+47,6)	47 648	10 300 **	4 300 * (100 %)
France entière*											88 800 (87 %) ***

Sources : Nombre de logements financés dans les DOM, cf. Sénat, Commission des finances, Avis n°156 (PLF 2014), Budget Outre-mer (G. PATIENT et E. DOLGE), Novembre 2013, p. 19. Nombre de demandeurs de logements sociaux : Assemblée nationale, Commission des Affaires Economiques, Avis n° 253 (PLF 2013), Budget Outre-mer (S. LETCHIMY), Octobre 2012, p. 23. Nouvelles mises en service au 1^{er} janvier 2013 (dont logements neufs) : cf. Ministère de l'Environnement, CGDD, SOES, Chiffres et statistiques n°482, « Le parc locatif des bailleurs sociaux au 1^{er} janvier 2013 », Janvier 2014.

* DOM hors Mayotte.

** (source : IEOM) : Besoin de 500 logements sociaux par an en Polynésie (186 logements financés par an entre 2008 et 2013). En 2012 : 3 306 demandeurs recensés.

*** Soit (périmètre Métropole + 4 DOM) : 4,8 % des mises en service en 2012 pour 2,9 % de la population.

Tableau n°18 : Nombre d'entreprises* dans les DCOM

Au 1 ^{er} janvier, 2010-2013	Nombre d'entreprises, 2010	Nombre d'entreprises, 2013	Evolution, 2010-2013, en %	Nombre d'entreprises pour 100 hab, 2013
Guadeloupe	38 007	41 271	+ 8,6	10,2
Saint-Martin (1)	6 561	7 067	+ 7,7	18
St-Barthélemy (2)	4 539	5 054	+ 11,3	53,8
Guyane	9 878	12 049	+ 22	4,8
Martinique	33 466	33 777	+ 0,9	8,7
La Réunion	41 284	46 043	+ 11,5	5,5
Mayotte	5 157	7 907	+ 53,3	3,7
5 DOM	127 792	141 047	+ 10,4	6,7
<i>Métropole</i>	<i>3 305 335</i>	<i>3 643 336</i>	<i>+ 10,2</i>	<i>5,7</i>
France, périmètre INSEE	3 433 127	3 784 383	+ 10,2	5,8
Polynésie française	20 767	23 111	+ 11,3	8,6
N-Calédonie	35 021	45 520	+ 30	17,5
W. et Futuna (2)	476	444	-6,7	3,6
St-P. et Miquelon	545	537	-1,5	8,8
6 COM	67 909	81 733	+ 20,4	13,7
11 DCOM	195 701	222 780	+ 13,8	8,3
<i>France entière</i>	<i>3 501 036</i>	<i>3 866 116</i>	<i>+ 10,4</i>	<i>5,8</i>
Ratio DOM / France périmètre INSEE	3,7 %	3,7 %	0	-
Ratio DCOM / France entière	5,6 %	5,8 %	+ 0,2 pt	-

Sources : INSEE pour la métropole et les DOM (sauf Mayotte en 2010 : IEDOM), calculs établis à partir du nombre de créations d'entreprises et des taux annuels de création. IEDOM pour les COM de l'Atlantique, IEOM pour la Polynésie et Wallis et Futuna, ISEE pour la Nouvelle-Calédonie.

* Champ (INSEE) : Entreprises de l'ensemble des activités *marchandes non agricoles* (ou champ de l'industrie, du commerce et de l'ensemble des services : champ ICS). Ce champ inclut à partir du 1^{er} janvier 2009 les sociétés civiles et les activités financières, les activités de location de biens immobiliers et des catégories juridiques marginales dont certains établissements publics administratifs (par exemple : les établissements pour personnes âgées ou services d'aide à la personne qui dépendent de la commune). Cela ne correspond pas au concept d'entreprise, acteur économique introduit par la loi de modernisation de l'économie (LME, loi n°2008-776 du 4 août 2008) et précisé par le décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 lorsque l'unité créée est une filiale d'un groupe.

(1) Hors SCI et autoentrepreneurs

(2) Nombre de patentés inscrits aux Chambres inter-professionnelles (donc incluant les entreprises agricoles, ce qui surestime légèrement le nombre d'entreprises)

Tableau n°18a : Créations* d'entreprises**

2010-2013	2010, nombre d'entrepris es créés	Part du total France (%)	2011, nombre d'entrepris es créés	Part du total France (%)	2012, nombre d'entrepris es créés	Part du total France (%)	2013, nombre d'entreprises créés	Part du total France (%)	Rapp el : part de la pop. Franc aise (2013)
Guadeloupe	5 511	0,9	5 619	1	5 004	0,9	4 416	0,82	0,62
Guyane	1 936	0,3	1 997	0,4	2 260	0,4	1 952	0,36	0,38
Martinique	4 886	0,8	3 910	0,7	3 854	0,7	3 479	0,65	0,59
La Réunion	8 133	1,3	7 637	1,4	6 806	1,2	6 492	1,21	1,28
Mayotte	ND	ND	ND	ND	889	0,2	846	0,16	0,33
DOM	20 466	3,3	19 163	3,5	18 813	3,4	17 185	3,19	3,19
<i>Métropole</i>	601 571	96,7	529 975	96,5	531 154	96,6	520 997	96,8	96,81
<i>France, périmètre INSEE</i>	622 037	100	549 138	100	549 967	100	538 182	100	100
N-Calédonie (1)	5 171	0,8	5 213	0,9	5 199	0,9	4 833	0,88	0,39
Polynésie Fr. (1)	2 982	0,5	2 999	0,5	3 198	0,6	3 198	0,58	0,41
St-Martin (2)	339	0,05	452	0,1	511	0,1	495	0,09	0,06
St-Barth (2)	293	0,05	316	0,05	321	0,05	ND	e : 0,06	0,014
DCOM (3)	29 251	4,6	28 143	5	28 042	5	25 711 (4) <i>e : 26 000</i>	4,70 (4) <i>e : 4,75</i>	4,06
France entière	630 822 (3) <i>e : 631 000</i>	100	558 118 (3) <i>e : 558 300</i>	100	559 196 (3) <i>e : 559 500</i>	100	546 708 (4) <i>e : 547 000</i>	100	100

Sources : INSEE (mai 2011-mars 2014), ISPF (sept. 2014), ISEE (TEC 2013, mars 2014), IEDOM (Rapports annuels, 2012 et 2013 : Septembre 2014) pour les données relatives à Saint-Martin et à Saint-Barthélemy. ND : données non disponibles

* La statistique mensuelle des créations d'entreprises est constituée à partir des informations du Répertoire national des entreprises et des établissements (Sirene). Depuis le 1^{er} janvier 2007, la notion de création d'entreprise s'appuie sur un concept harmonisé au niveau européen pour faciliter les comparaisons : une création d'entreprise correspond à la mise en œuvre de nouveaux moyens de production. Par rapport aux immatriculations dans Sirene, on retient comme création pour satisfaire au concept harmonisé : (i) *les créations brutes*, créations d'entreprise correspondant à la création de nouveaux moyens de production (il y a nouvelle immatriculation dans Sirene) ; (ii) *les réactivations*, cas où l'entrepreneur (il s'agit en général d'un entrepreneur individuel) reprend une activité après une interruption *de plus d'un an* (il n'y a pas de nouvelle immatriculation dans Sirene mais reprise de l'ancien numéro Siren) ; (iii) *les reprises* par une entreprise nouvelle de tout ou partie des activités et moyens de production d'une autre entreprise (il y a nouvelle immatriculation dans Sirene) *lorsqu'il n'y a pas continuité de l'entreprise reprise*. On considère qu'il n'y a pas continuité de l'entreprise si parmi les trois éléments suivants concernant le siège de l'entreprise, au moins deux sont modifiés lors de la reprise : (a) l'unité légale contrôlant l'entreprise, (b) l'activité économique et (c) la localisation. Depuis les données relatives à janvier 2009, les statistiques de créations d'entreprises incluent les demandes d'immatriculation avec le statut d'auto-entrepreneur enregistrées dans Sirene. Ce dénombrement n'inclut pas les entrepreneurs déjà en activité avant le 1^{er} janvier 2009 qui demandent, à titre dérogatoire au plus tard le 31 mars 2009, à bénéficier du régime micro-social et du versement fiscal libératoire en 2009.

** Champ (INSEE) : créations d'entreprises de l'ensemble des activités *marchandes non agricoles* (champ ICS). Ce champ inclut à partir du 1^{er} janvier 2009 les sociétés civiles et les activités financières, les activités de location de biens immobiliers et des catégories juridiques marginales dont certains établissements publics administratifs.

- (1) Ensemble des réactivations et des reprises, ce qui tend à légèrement majorer les données par rapport au périmètre INSEE mentionné *supra*.
- (2) Immatriculations de sociétés seulement.
- (3) Hors données relatives à Saint-Pierre et Miquelon et à Wallis et Futuna.
- (4) Hors données relatives à Saint-Barthélemy, Saint-Pierre et Miquelon et Wallis et Futuna.

Tableau n°18a (2) : Taux de créations d'entreprises* (champ ICS)

2007-2013, en %	Rappel : 2007	2010	2011	2012	2013	Evolution 2007-2013, en points	Evolution 2010-2013, en points (à périmètre constant)**
Guadeloupe	11,2	14,5	14,3	12,5	10,7	-0,5	-3,8
Guyane	13,1	19,6	19,1	20,4	16,2	-3,1	-3,4
Martinique	11,4	14,6	11,3	11,6	10,3	-1,1	-4,3
La Réunion	16,5	19,7	17,4	15,4	14,1	-2,4	-5,6
Mayotte	ND	ND	ND	11,8	10,7	ND	ND
Métropole	10,9	18,2	15,6	15,3	14,3	+ 3,4	-3,9
France (INSEE)	11	18,1	15,6	15,3	14,3	+ 3,3	-3,8
N-Calédonie	19,3	20,7	19,4	18,1	14,3	-5	-6,4
Polynésie Fr.	ND	14,4	14,1	14,8	14,1	ND	-0,3

Sources : INSEE, ITSTAT, ISEE. ND : données non disponibles.

* Rapport du nombre des créations d'entreprises d'une année au stock d'entreprises au 1^{er} janvier de cette même année.

** Prise en compte des autoentrepreneurs. Rappel : le régime des autoentrepreneurs mis en place par la loi de modernisation de l'économie (LME) d'août 2008 entré en vigueur au 1^{er} janvier 2009, offre des formalités de création d'entreprises allégées ainsi qu'un mode de calcul et de paiement simplifié des cotisations sociales et de l'impôt sur le revenu. Depuis l'instauration du régime de l'autoentrepreneur, les nouvelles immatriculations sous ce régime représentent la majorité des demandes de créations au niveau national (métropole + DOM), même si leur part faiblit (51 % en 2013 après 56 % en 2012). Elles représentent 72 % des seules créations d'entreprises individuelles (79 % en 2012). Source : INSEE-première n°1485, Janvier 2014.

Tableau n°18b : Taux de survie* des entreprises créées en 2006**

2006-2011	Survie à un an (2007), en %	Survie à deux ans (2008), en %	Survie à trois ans (2009), en %	Survie à quatre ans (2010), en %	Survie à cinq ans (2011), en %	Evolution, 2007-2011, en pts	Nombre de défaillances** * en 2011	Défaillances / population (pour 100 000 hab.)
Guadeloupe	91	77,3	66,5	59,2	54,1	-36,9	244	60,3
Guyane	91,1	81,9	67,5	65,2	61,6	-29,5	79	33,3
Martinique	91,1	79,3	67,9	65,4	57,3	-33,8	461	117,5
La Réunion	87,8	71,7	60,5	53,5	41,5	-46,3	488	58,9
France (INSEE)**	91,4	78,8	65,8	59,1	51,5	-39,9	50 347 (1)	77,5
Corse	92,9	84,6	73,6	67,6	56,4	-36,5	256	81,4
N-Calédonie	85,2	78,9	74,2	70,6	67	-18,2	82	33

Sources : INSEE (Juillet 2012 pour les défaillances 2011, données non régionalisées pour les défaillances 2012 ; Octobre 2013 pour les taux de survie, cf. Enquête Sine 2006), ISEE (TEC 2012, Juillet 2013, p. 92 et site ISEE pour les défaillances (procédure de redressement judiciaire).

* Le taux de survie des entreprises à n années est la proportion d'entreprises créées (y compris reprises) une année donnée qui ont atteint leur nième anniversaire.

** Champ : entreprises créées au cours du 1^{er} semestre 2006 et exerçant des activités marchandes non agricoles. Hors Mayotte.

*** Une entreprise est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre. Cette procédure intervient lorsqu'une entreprise est en état de cessation de paiement, c'est-à-dire qu'elle n'est plus en mesure de faire face à son passif exigible avec son actif disponible. Il ne faut pas confondre la notion de défaillance et la notion de cessation. Un jugement d'ouverture de procédure de défaillance (dépôt de bilan d'une entreprise inscrite dans le cadre d'une procédure judiciaire) ne se résout pas forcément par une liquidation. La notion de cessation correspond à l'arrêt total de l'activité économique d'une entreprise. Toutes les défaillances ne donnent pas lieu à des cessations. Toutes les cessations ne sont pas dues à une défaillance. Selon l'INSEE, les liquidations suite à une défaillance ne représentent qu'une partie de l'ensemble des cessations d'entreprises, de l'ordre de 20%.

- (1) Dont 49 075 en métropole (77,8 défaillances/100 000 hab.). Pour 2012 : 61 210 défaillances (93,8 défaillances/100 000 hab.), dont 59 687 en métropole (94,2), soit une augmentation de 21,6 % en un an pour la France périmètre INSEE. Pour les DOM : 1 523 défaillances en 2012 (81,3 défaillances /100 000 hab.), contre 1 272 défaillances en 2011 (68,3) ; soit une hausse de 19,7 % du nombre de défaillances entre 2011 et 2012.

Tableau n°18c : Taille des entreprises*

Etablissements** selon la taille, au 31 décembre 2011, en %	0 salarié	1-9 salariés	10-19 salariés	20-49 salariés	50-99 salariés	Plus de 100 salariés	Rappel : part des établissements de moins de 20 salariés
Guadeloupe	82,1	14,6	1,7	1	0,3	0,2	98,4
Guyane	75,6	19	2,7	1,8	0,5	0,4	97,3
Martinique	82,5	13,9	1,8	1,2	0,4	0,3	98,2
La Réunion	73,6	21	2,5	1,8	0,5	0,4	97,1
Métropole	68,2	25,5	3,1	2	0,7	0,5	96,8
Corse	70,2	24,8	2,6	1,3	0,4	0,2	97,6
France (INSEE) ***	68,6	25,2	3,1	2	0,7	0,5	96,9
N-Calédonie	88,4	9,3	1,1	0,8	0,2	0,2	98,8

Sources : INSEE (Octobre 2013), ISEE (TEC 2012, Juillet 2013).

* Champ : établissements actifs au 31 décembre, hors secteur de la Défense, mais y compris activités agricoles et secteur de l'intérim.

**L'établissement est une unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'entreprise. Un établissement produit des biens ou des services : ce peut être une usine, une boulangerie, un magasin de vêtements, un des hôtels d'une chaîne hôtelière, la « boutique » d'un réparateur de matériel informatique...L'établissement, unité de production, constitue le niveau le mieux adapté à une approche géographique de l'économie. Selon l'INSEE, la population des établissements est relativement stable dans le temps et est moins affectée par les mouvements de restructuration juridique et financière que celle des entreprises.

*** Hors Mayotte.

Tableau n°18d : Salariés et masse salariale* des établissements**

Au 31 décembre 2011	Nombre de salariés	Proportion travaillant dans des établissements de 1-9 salariés (%)	Proportion travaillant dans des établissements de 10-19 salariés (%)	Proportion travaillant dans des établissements de 20-49 salariés (%)	Proportion travaillant dans des établissements de 50-99 salariés (%)	Proportion travaillant dans des établissements de plus de 100 salariés (%)	Masse salariale, en M. €	Masse salariale par salarié (€)
Guadeloupe	111 908	26	12,7	16,9	11,6	32,8	3 354	29 971
Guyane	49 101	20,8	12,4	18,9	13,1	34,8	1 578	32 138
Martinique	116 262	22,3	11,9	17,7	13,1	35	3 469	29 838
La Réunion	212 796	21,4	11,3	18,7	12,4	36,2	6 058	28 469
DOM	490 067	ND	ND	ND	ND	ND	14 459	29 504
Métropole	22 132 026	20	11	16,1	12,8	40,1	670 070	30 276
France (INSEE)	22 622 093	20,1	11	16,2	12,8	40	684 530	30 259

Sources : INSEE (Octobre 2013).

* La masse salariale est le cumul des rémunérations brutes des salariés de l'établissement (hors cotisations patronales). Cette notion de masse salariale est utilisée dans les statistiques produites par le système d'information « Connaissance locale de l'appareil productif » (Clap). Les rémunérations correspondent aux salaires et primes des salariés au cours de l'année d'exercice. Pour les établissements abritant à la fois des agents de la fonction publique d'État et des salariés à statut « privé » (La Poste et France Télécom, par exemple), les rémunérations se cumulent selon les mêmes règles que pour l'effectif au 31 décembre. Les salaires et traitements en nature, comme les cotisations patronales, ne sont pas compris dans la rémunération brute des salariés. En revanche, les cotisations salariales le sont.

** Champ : idem Tableau n°18c *supra*, ce qui inclut certains Etablissements publics, notamment des Etablissements publics industriels et commerciaux (EPIC). Le nombre de salariés est donc supérieur à celui constaté par l'ACOSS dont le périmètre est restreint aux entreprises du secteur concurrentiel (328 400 salariés dans les DOM fin 2011).